

Mahamoud Dicko lors du lancement de la CMAS : « Mon problème, c'est ceux qui ont trahi le peuple malien. C'est à eux que je m'adresse. Mon combat, c'est d'abord (contre) eux »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 09 SEPTEMBRE 2019

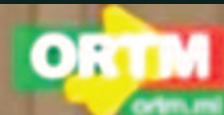
447

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Interview IBK an 1



Rien de concret



Déshabiller, en route, Tombouctou pour habiller Kati : C'est Goundam aussi qui sort les griffes !



Forum National sur la Démocratie et la Citoyenneté Active : Propos de paneliste à l'ouverture des travaux

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Une	Interview IBK an 1 : Rien de concret	P.4
Brèves	«Avions militaires cloués au sol»: L'affaire portée auprès du Pôle économique et financier par l'AMLCDF Mali/Niger : Visite au mali de S.E.M. Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger Dialogue politique inclusif : Le Premier ministre préside l'Atelier national de réflexion	P.11 P.11 P.11
Actualité	Blocus à Tombouctou : Le Petit Bateau' bloqué ! Menace de désobéissance civile à Tombouctou : Tiébilé Dramé tente de désamorcer la bombe Transport aérien : Aigle Azur suspend ses vols vers le Mali, le Brésil et le Portugal Remise des insignes de distinctions au Palais présidentiel de Koulouba : IBK procède à la décoration de 11 hauts dignitaires de l'ordre national Message de condoléances : le Président de la République, Chef de l'état Mamadou I. Konaté ancien ministre de la justice : « Sur chaque 100 milliards de recettes, milliards sont détournées au Mali » Kadidia Fofana, chargée de mission au MAECI : «Nous devons tous jouer notre partition pour sauver le Mali» 14 Attaque contre un chef militaire de la CMA à Kidal : Trois morts dans les rangs des ex-rebelles	P.12 P.12 P.12 P.13 P.13 P.13 P.14 P.14
Politique	Déshabiller, en route, Tombouctou pour habiller Kati : C'est Goundam aussi qui sort les griffes ! Renforcement de la coopération gagnant-gagnant entre l'Afrique et la Chine : Les médias africains et chinois ont un rôle incontournable à jouer Un élu local fait des révélations après l'effondrement d'un immeuble en commune I : Aucune maison de Banconi ne dispose d'autorisation de construire» Communiqué final à l'issue de la visite officielle de son Excellence Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du NIGER au MALI Mahamoud Dicko lors du lancement de la CMAS : « Mon problème, c'est ceux qui ont trahi le peuple malien. C'est à eux que je m'adresse. Mon combat, c'est d'abord (contre) eux» Forum National sur la Démocratie et la Citoyenneté Active : Propos de paneliste à l'ouverture des travaux	P.16 P.18 P.20 P.21 P.23 P.24
Culture & société	Musique : Une chanson d'Iba One dédiée à Leila Kane Diallo suscite la polémique	P.26
International	Xénophobie en Afrique du Sud : Le sénégalais Cheikh Tidiane GADIO appelle à un sommet d'urgence sur la situation Sidyia Touré de la Guinée Conakry : «Un imam illettré m'a dit, tant qu'un problème ne s'est pas posé... » France : L'ancien colonel libérien Kunti K. libéré pour vice de procédure Robert Mugabe : Le Héros et le Dictateur Burundi : Diplomates et proches de Nkurunziza réagissent au rapport de l'ONU Nord de la Grèce: Un camp de migrants "pire" que Lesbos	P.27 P.28 P.28 P.29 P.31 P.32
Sport	Eliminatoires CAN U23 : Maroc-Mali, tout se jouera au match retour «The end... big love !»: Samuel Eto'o raccroche les crampons	P.33 P.34
Document	Interview exclusive du Président IBK accordée au DG de l'ORTM	P.35

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué





Interview IBK an 1 : Rien de concret

Bien malin qui saura me dire quel était le fil d'ariane de la pensée d'IBK après 50 minutes d'entretien avec le Directeur Général de l'ORTM pour commémorer le premier anniversaire du second mandat du Président de la République. Outre l'effort surhumain pour

comprendre ce qui se disait, il fallait beaucoup d'efforts sur soi pour ne pas céder à l'ennui et sombrer dans les bras de Morphée. Le respect que nous devons à la fonction présidentielle ne nous autorisera pas à parler de blablablas. Mais en vérité nous n'avons été servis que par du «

je » (Rappelons-nous Blaise Pascal pour qui « LE MOI EST HAISSABLE », des incantations (aucune esquisse de bilan ou d'actions fortes et structurées), des aveux d'impuissances et des piques lancées à tel ou tel pour répondre à des critiques qu'il ne peut supporter. Au Mali, cela s'appelle du « Koroma tikèli » c'est à dire écorcher quelqu'un sans citer son nom tout en sachant qu'il se reconnaîtra et qu'il sera reconnu par d'autres. Cette attitude, considérée comme peu courageuse, est très condamnée et réservée aux commères. Et le tout sur un fond de déconnexion totale des réalités du Mali malgré cette pique lancée à une consœur : « **Donc, ne croyez pas que l'on soit dans une tour d'ivoire ici. D'ailleurs, une de vos consœurs a dit que Ibrahim Boubacar Keita est installé dans un beau palais à Koulouba, et il n'est pas au courant de ce qui se passe au Mali. Non madame, cette dame-là, je ne dirai pas le nom, je ne vis pas à Koulouba. Je vous reçois ici à Koulouba, Vous me l'avez imposé. Mes bureaux sont à côté, mais je ne vis pas à Koulouba, je suis en bas. Et je sais très**





bien ce qui se passe dans le Mali profond, très, très bien ce qui se passe dans le Mali profond. »

Est-il vraiment sûr que IBK soit au courant de ce qui se passe au Mali ou même simplement à Bamako ? Le saurait-il qu'il adopterait un comportement et des éléments de langage différents de ceux usités.

En effet, les maliens ont de la peine que leur président ait botté en touche sur la question des avions cloués au sol et subséquemment sur la saisine de l'Assemblée nationale en haute trahison par le Chef de file de l'opposition.

Quelle réponse donne IBK ? Il affirme d'abord que **« les choses militaires n'aiment pas beaucoup de bruits »**. Ensuite que lui-même en sait beaucoup sur d'autres car il est **« assis autour de certaines tables sous régionales. Mais moi, je ne gère pas ça. Je ne suis pas à ce niveau-là »** ; Que **« Ces cris d'orfraie ne sauraient m'effrayer, pas du tout »**. Et finalement qu'il n'a **« de leçon à recevoir de qui que ce soit. J'ai dit pour ces**

questions de gestion-là, soyons prudents. On monte à l'arbre quand on n'a pas le fond du pantalon troué hein. (Rires) ». Et c'est tout. Aucune réponse aux questions sur les quelles les maliens attendent des réponses claires à savoir : Qui sont les responsables de ces tragédies ? Qui a choisi et commandé les hélicoptères ? Qui a ordonné les achats et à



quel coût ? Qui a procédé aux règlements et de quelle manière ? Comment se sont opérées les transactions ? Pourquoi les hélicoptères Puma sont-ils cloués au sol ? Pourquoi les avions super Tucanos livrés n'ont-ils pas les équipements de combat appropriés ? Pourquoi deux avions Super Tucanos n'ont-ils jamais été livrés ?

Sur de nombreuses autres questions, les réponses vont dans tous les sens. Du coq à l'âne diront certains. A saute-moutons diront d'autres.

Ainsi :

1- Kidal est-elle une enclave ? **« J'ai été à Kidal, j'ai passé une nuit à Kidal, de manière très conviviale, très fraternelle »**.

Dans le même temps, Mahamadou Issoufou, son homologue nigérien vient lui rappeler, à Koulouba que Kidal est un problème inacceptable qui ne saurait perdurer.

Et alors ? **« Quand j'entends ça, je souris tout doucement, parce que je crois qu'en matière de patriotisme, nous n'avons pas beaucoup de leçons à recevoir. Mais je laisse chacun à aller dans ses lubies. Moi, je sais ce qu'est le Mali, je sais mon engagement pour le Mali qui ne date pas d'aujourd'hui. Que d'ailleurs chacun sait.**

2- La jeunesse et ses problèmes ? **« Je pense qu'être brocardé tous les jours, d'être tous les jours d'un lynchage permanent des gens qui vous savent, qui savent votre qualité et qui feignent de l'ignorer, mais tout ça fait partie du jeu. Je l'accepte allègrement par rapport à la jeunesse du Mali à laquelle je dois, je me dois de faire en sorte qu'elle ait un avenir sûr. »**

Et aussi (mais quel lien Bon Dieu avec la jeunesse ?) **« Une Constitution est faite par des**

hommes pour gérer leur vivre ensemble dans un temps donné. Et dans le cours de ce temps-là, il peut leur être donné de constater çà et là des corrections à opérer. Et le faire n'est pas interdit. Et je ne crois pas qu'il y a un fétichisme à observer à ce niveau-là. Je ne pense pas. ».

Et enfin « C'est la même chose quand je dis que je souhaitais que notre monde rural ait un meilleur sort. Qu'il n'est pas normal que quand on voyage dans le Mali profond qu'on ait le sentiment d'une immobilité du temps, non... Et à nous de faire en sorte de rendre contemporain notre monde rural, de le hisser au niveau contemporain. »

Fermer le ban.

3- Et les questions de route ? « Il y avait eu manifestement une manipulation de l'information » contre un Chef de gouvernement dont « l'agenda a été grandement mené, avec intelligence, qui l'a conduit sur cette piste-là et quand il a dialogué avec les uns et les autres, la compréhension est revenue ». La colère monte-t-elle à Tombouctou et Gao ? Le Président semble ne pas être



au courant. De toutes les façons dit-il « Moi, je ne suis pas un néophyte de la politique hein. Je pense que, et puis j'ai été jeune militant... Donc, je crois que pour cela, je ne peux pas être effarouché par une jeunesse qui est un peu en ébullition par rapport à telle ou telle attente, par rapport à telle ou telle impatience. »

4- Quant à la grogne sociale menée par les syndicats « Ce syndicalisme, je l'ai fait aussi.

Donc, je sais. Ces choses-là ne me surprennent pas, ne m'effraient pas, non ne m'inquiètent pas outre mesure. » Et d'ailleurs « si nous étions des hommes d'intérêt, ça se serait su, ça se serait su depuis tellement longtemps que je ne vais pas m'effrayer de ces choses-là qu'on essaie de colporter aujourd'hui, concernant notre gestion et notre personne. Ça n'a pas d'importance. On nous sait. »

5- Et qu'est-ce qui n'a pas donc marché ? « La communication ! Ah oui ! Sans ambages, c'est la communication ! ». Pas la corruption, pas la mauvaise gouvernance, pas l'instabilité gouvernementale. Il fallait juste trouver les mots pour dire toutes ces choses qui fâchent les maliens. Car, ne l'oublions jamais « je comprends un peu la langue de Molière. ».

Tous les sujets ont été ainsi traités : sans aucune profondeur, presque de façon désinvolte. Sauf pour le dialogue politique inclusif ou les idées du président sont très claires : il veut, non pas des solutions pérennes pour le Mali mais d'avoir des résultats à exhiber à New-York, devant les Nations Unies lors de son prochain voyage au pays de l'Oncle Sam « Mais je souhaite que les choses vraiment se fassent en sorte que nous ayons un terme assez rapidement que déjà, lorsque nous nous rendrons aux Nations Unies que nous ayons des choses fortes à dire en le nom du Mali. C'est bon, c'est ce que nous souhaitons. »

Là, c'est clair et net.

Le texte de l'interview dans notre rubrique « Documents »

■ Moctar Sow



Boubacar Tandina, perplexe.

Nous avons beaucoup de voleurs au Mali...mais franchement on a pas atteint une telle technicité d'abord.



CAMEROUN : IL CRÉE 2601 MATRICULES FICTIFS DANS LE FICHER DE L' ETAT REPRÉSENTANT 1 800 000 000 FCFA DE SALAIRE QU'IL A REÇU CHAQUE MOIS PENDANT 10 ANS .

Au Cameroun Emmanuel Leubou présenté de nouveau cette nuit devant le procureur spécial adjoint du TCS. IL a été condamné à 104 ans de prison ferme pour détournement du budget de l'État du Cameroun pendant 10 ans. Le procureur spécial parle d'un coup d'Etat économique.

Il a été détenteur de 2601 matricules fictifs représentant environ 1 800 000 000 de Fcfa par mois pendant 10 ans.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, 06 septembre 2019.

DES NOMINATIONS DANS LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Le Conseil des Ministres, en sa session ordinaire du mercredi 4 septembre, a procédé à des nominations dans les Missions diplomatiques et consulaires aux postes d'Ambassadeur-Représentant permanent adjoint, Ministre Conseiller, Conseiller, Vice-consul et Conseiller consulaire. Le Bureau de l'Information et de la Presse du MAECI saisit cette occasion, pour féliciter l'ensemble des collègues pour la confiance placée en eux pour représenter les intérêts du Mali dans leurs pays d'affectation.

En attendant de regagner leurs nouveaux postes, chacun des promus doit avoir à l'esprit cette déclaration du chef de la diplomatie malienne, S.E.M. Tiébilé DRAME, « Les Diplomates sont des soldats pour l'affirmation du Mali », propos tenus au cours de sa première rencontre avec les cadres du Département.

En ce qui concerne le poste de Ministre Conseiller, il convient de rappeler que le premier diplomate à l'avoir occupé, à Paris, est M. Founé SYLLA, nommé par Décret n. 04-331/P-RM du 13 août 2004.



Bureau de l'Information et de la Presse/ MAECI

Ammy Baba Cisse

Ibrahima Kebé échappe à une tentative d'enlèvement. Les auteurs vont-ils être traqués? Honte à ces bandits déguisés.



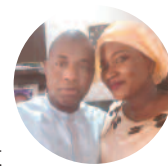
Comment l'Etat ose t-il trahir sa volonté de dialogue et bombardier des camps de Dan Amassagou? Pourquoi pas contre la CMA?

Tous les vols de la Mlinusma sur Tombouctou suspendus jusqu'à nouvel ordre. Les jeunes jouent au jeu de la diplomatie.

Au moment où Moussa Sinko débutait l'émission, la radio RFM a été brouillée avant qu'il y ait coupure d'électricité. Analysez

Ibrahim Guindo

Décideur, j'ouvrirai des CFEJD (Centre de Formation et d'Éducation pour Jeunes Délinquants), destiné aux jeunes désœuvrés pour écumenter nos rues, volant nos motos djakartas et fumant du joint. Je n'oublie pas, non plus, toutes ces jeunes filles volages qui "perturbent" nos foyers. Dans ces Centres, ils seront rééduqués tout en apprenant des métiers. Le cadre de l'Office du Niger est bien approprié pour cela. Au lieu que ces nombreux jeunes se prélassent tranquillement dans nos prisons, ils seront à la tâche. Ces Centres, qui seront de véritables camps de formation, ouvriront leurs portes dans plusieurs contrées.



Vous vous souvenez des Centres Civiques (Zemblara, près de Sikasso), ce serait similaire...Envoyer les jeunes délinquants en prison n'est pas du tout productif. Ils auraient pu, à travers des Travaux d'intérêt public, déboucher les caniveaux en cette période d'hivernage. Ils auraient pu...

Mami Keita

Mami Keita a partagé une publication dans le groupe Sans la confiance, l'amour n'existe pas. Mali Affairage



Les sœurs Sora ont été battu sur tous les terrains par #Leila_Kane_Diallo. Maintenant, Diaba passe son temps à insulter violemment l'innocente et brave pétrolière sur Snapchat.

Hier, nous avons visionné une vidéo de Diaba Sora dans laquelle, elle s'attaque à Leila avec des injures très graves et mensonges grossières. Elle se vante fièrement et jusqu'à dire que Leila serait une lesbienne. Dans la même vidéo, elle affirme être la maîtresse de beaucoup de milliardaire malien. Elle avance, que: depuis à l'âge de 17ans, elle toucherait des centaines de millions de la part de certains milliardaires maliens (Nous pensions que c'est une façon pour elle, de confirmer sa prostitution).

Diaba Sora, tu gagnes des centaines de millions, mais, jusqu'ici tu n'arrives pas à dédouaner tes bijoux de 80millions qui sont saisis par

la douane malienne pour faute de dédouanement, ça fait rires daïi. C'est ta jalousie pour Leila qui t'a poussé à aller payer des bijoux qui brillent moins fort que pour elle et être incapable aussi de les portés. Or Leila ne te suit pas et ne te calcul même pas dans ta guerre virtuelle. Et puis, à force de l'imiter, tu es devenu sa fan N°1 sur le réseau, elle risque même de te ruiné avant la fin de ce mois.

#Makamba_Sora, il faut avoir un peu honte à ton âge. Depuis plus de 2mois, tu t'attaques à une innocente qui ne te répond même pas. Au lieu de venir nous embrouiller avec des injures graves sur Snapchat, il faut pratiquer ou inventé des choses qui pourront faire parler tout le Mali sur toi et te créer du vrai buzz comme Leila, c'est simple.

Franchement, si c'est pas le Mali, comment une certaine Diaba Sora peut s'asseoir derrière une caméra pour injurieux violement et se comparer à des braves citoyennes comme Leila.

Leila à des entreprises et emploie des centaines d'employés (d'où sa contribution à la diminution du taux de chômage au Mali), elle fait des dons pour les pauvres et malades. Or, Diaba personne ne connaît ton travail à part t'exposer sur les réseaux sociaux.

Leila Kane coupe le sommeil aux sœurs Sora. Elles ont tout fait pour nuire à la dame, mais, elles n'arrivent pas. Pire, ceux sont les rappeurs qui répondent les Sora à sa place.

Diaba Sora et Mousso Sora, on vous conseille de ne pas entrer dans le même train que Leila, car, elle est trop lourde, c'est impossible pour vous de la combattre. Les sœurs Kim Kardashian's, Leila Kane est en avance sur vous on dirait Climatiseur sur éventail

NB: Nous ne faisons pas de prise de position, on ne fait que défendre la vérité. Elles sont toutes des maliennes et elles sont libres de faire la concurrence mais que Diaba arrête avec les insultes, sinon elle va tuer le buzz.

#MALI_AFFAIRAGE, allons au delà des émotions!!

Modibo Simbo Keita

Il l'a fermée je crois.



Bennchico Savadogo

Bennchico Savadogo à TOLO NI YAILAI" rire dans amusements "

Ma plus grande somme d'argent que j'ai attrapé c'est 13milliard
C'était en Guinée en 1998



Bina Sogoba

«Je maintiens ce que j'avais dit, le statut actuel de Kidal est une menace pour la sécurité intérieure du Niger. Il y'a des mouvements qui ont signé l'Accord et qui sont de connivence avec les ter-



roristes, cette situation doit être dénoncée» Mahamadou Issoufou à Koulouba.

IBK aura la solution inchallah.

Avp/Bina Sogoba

Awa Sylla

Je veux changer de métier commerçante me tente depuis un moment. Qu'est ce que je peux vendre pour être milliardaire et porter 10kg d'or pour mon futur mariage avec mon EX.



Amadou Tall

Honte à toi #MACRON. Je t'ai combattu dès le début. Parce que je savais qui tu étais. Beaucoup de mes amis n'avaient pas compris à l'époque. Je crois que depuis , tout le monde l'a vu. Tu vas échouer MACRON. Tu ne laissera pas une grande trace dans l'Histoire.

Maliens, tous avec Tombouctou!



LE #MALI DE #IBK:
PAS D'AVIONS POUR LES MILITAIRES, DES AVIONS POUR BOMBARDER LES #DOGONS-
C'est rigolo. Pour couvrir nos soldats sur le théâtre des opérations, les avions de combat sont cloués au sol.

Pour protéger nos population contre les #terroristes, les avions sont cloués au sol.

C'est #IBK et son fils, député et président de la Commission Défense, qui l'ont dit.

Mais, pour bombarder le pays Dogon, IBK trouve des avions.

C'est le 30 juin que nous avons appris par #JA que nos avions étaient "cloués au sol faute de maintenance" (IBK).

Une semaine après, son fils renchérit : et si nous avions été dupé dès l'achat?

Mais le lendemain 9 juillet, IBK a trouvé les avions pour aller atomiser le camps de #DanNanAmbassagou (DNA).

D'où sortent les avions? Qui les pilotaient?

Hier, #Barkhan tenait Tombouctou et son aeroport. Les terroristes attaquaient et tuaient des #Dogons (on a déjà indexé les #Peuls).

Et IBK a trouvé les moyens de bombarder, "copieusement" a-t-on appris, le camp de #DNA. Pour empêcher ces forces d'auto défense d'aller secourir leurs parents qu'on tuait dans l'indifférence totale de la communauté internationale.

Le #Système veut coûte que coûte une guerre civile au centre du Mali. Sur la base Peuls contre Dogons, pour commencer. Pour instaurer une certaine #suprématie.

Maliens, mettez l'intelligence en avant. Ne tombez pas dans le piège.

6 septembre, 16:08 •

INTIMIDATIONS COLONIALISTES À #TOMBOUCTOU:

#BARKHAN SORT L'ARTILLERIE CONTRE LES JEUNES-

#MACRON, ce faux jeton a gueule d'ouïtiti, sera personnellement tenu responsable de tout ce qui va arriver.

À l'instar des jeunes de Kati, Djidjeni, Kayes, etc. qui ont manifesté pour avoir une route descente, le Collectif Tombouctou Réclame ses Droits sont sortis pour avoir une route. Et le retour de l'Etat pour sécuriser.

La route Tombouctou - Goma Koura avait eu un financement. Mais le gouvernement a décidé de transférer les fonds vers Kati.

Déshabiller Jean pour habiller Paul. Diviser pour régner.

Depuis hier matin donc, IB #ADIAWIAKOYE est son #Collectif ont décidé de manifester leur mécontentement.

Et c'est Barkhane qui est sorti pour intimider, provoquer et pousser les jeunes à la faute. Chez eux!

#Terroristes, #Minusma, #Barkhane, #G5Sahel et #IBK: les membres d'une même alliance. Ligués pour l'atteinte d'un même objectif.

NÈGRES TUÉS PAR DES NEGRES D'AFRIQUE DU SUD :

#MALEMA VEUT LAVER LE CACA DE SES FRÈRES AVEC SES URINES- Jiluis MALEMA a quitté l'#ANC parce ce que ce parti socialo-communiste avait cessé d'être assez à gauche à ses yeux. C'est à dire moins raciste et violent envers les Blancs. MALEMA voudrait qu'on coupe les couilles à tous les Blancs sans anesthésie avant de les jeter à la mer.

Chaque 2-3 ans, les negres sud-africains tuent d'autres negres africains. On y est en ce moment même.

MALEMA, chef de parti raciste, violent et terroriste comme l'ANC des années 50-80 sous la marque de MANDELA, a condamné les violences en cours en Afrique du Sud contre d'autres africains. Mais, c'est honteux son angle de vue.

Pour lui, les industries en Afrique du Sud sont contrôlées par les Blancs Sud africains qui emploient des étrangers noirs: "ce qui vous fais croire que les africains vous volent vos emplois".

Le message du très gauchiste, raciste et haineux MALEMA est clair: "vous faites erreur en tuant les noirs d'ailleurs. Ce sont les Blancs de chez vous qu'il faut tuer".

Ce message, MALEMA le délivre clairement à la fin de son discours à l'endroit de ses frères sud africains: "Vous frappez des noirs, vous massacrez vos frères africains. Je ne vous ai jamais vu frapper un Chinois, un Blanc, un indien...".

Donc, ce que regrette MALEMA est que ce ne sont pas les Blancs Sud africains qui ont été tués. Ils invite les tueurs à se diriger vers les Blancs. Qui détiennent les industries selon lui.

D'ailleurs, MALEMA ne cache pas ses idées racistes. Mais comme il est de Gauche, les médias le couvrent.

Les gauchistes Blancs d'occident sont en train de créer un monde où le Blanc occidental va souffrir un jour.

Toguna Sangala



Les alliés contre IBK'18 veulent réussir individuellement ce qu'ils n'ont pas réussi collectivement. Verdict de cette croisade ?

Malick Konate



"Si le navire de la chance n'arrive pas jusqu'à votre quai, nagez à sa rencontre" Jonathan Winters

Vous êtes payé en fonction des résultats de vos actions. Il faut donc passer à l'action. Pourtant la tentation est grande d'analyser, de planifier, d'organiser alors qu'il faudrait tout simplement agir. Rien n'arrivera avant que vous n'agissiez. Même si vous vous trompez, même si vous échouez, il y a aura toujours un moyen de rebondir. N'attendez pas d'être parfait pour agir.

Récit "Le Succès selon Jack"

Souvenir photo : 2014 entre Gossi-Gao



C'est quoi ça ? C'est quoi le sujet de cette photo ? Le photographe veut nous montrer quoi ? "Zanfala" ?

"Suite aux événements de Kidal, nous avons fait libérer 160 soldats maliens, mais n'avons reçu la moindre lettre de remerciement de la part des autorités. De surcroît mon envoyé spécial M. SIBY à son retour avec les soldats libérés a été pendant 48 heures détenu dans un lieu secret à Bamako par la sécurité d'Etat. Au lieu de lui décerner une médaille on le met en prison. Il a fallu mon intervention pour qu'on le libère.... On est dans quel pays ?" Imam Mahamoud DICKO

#CMAS #MeetingDICKO

"Il y'a des hommes et femmes qui se sont battus dignement pour avoir cette démocratie, mais il y'a aussi beaucoup de vendeurs d'illusions... nous n'avons pas de problème de ce que vous dites, nous avons un problème de gouvernance..." Imam Mahamoud DICKO #CMAS #MeetingDicko

"J'ai tout entendu (les masques sont tombés, il veut être président, il veut être faiseur de roi, etc). Mais ils se trompent. Je veux la paix pour ce pays." Imam Mahamoud DICKO.

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

WESTERN UNION | **WU**SM

MONEY TRANSFER

«Avions militaires cloués au sol»: L'affaire portée auprès du Pôle économique et financier par l'AMLCDF



L'arrivée de l'hélicoptère à l'armée de l'air de Senou. Le Ministre de la défense a rendu visite à l'armée de l'air le 17 Octobre 2016, afin de constater l'arrivée de l'hélicoptère pour le transport des troupes.

L'Association Malienne de Lutte contre la Corruption et la Délinquance Financière (AMLCDF) a récemment saisi le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune III du District de Bamako, chargé du Pôle économique et financier, pour que la lumière soit faite sur les avions militaires défectueux acquis par les autorités maliennes. Ainsi, cette association qui se fonde sur plusieurs faits et déclarations, a déposé une requête aux fins d'ouverture d'une enquête pour la manifestation de la vérité sur cette affaire qui défraie la chronique.

Dialogue politique inclusif : Le Premier ministre préside l'Atelier national de réflexion



Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé, a présidé, ce samedi 7 septembre 2019, l'Atelier national de réflexion portant sur la contribution de la société civile au Dialogue politique inclusif.

Après le discours de bienvenue de la Maire de la Commune III du District de Bamako, Mme Djiré Mariam Diallo, le président du Conseil national de la société civile, Bréhima Allaye Touré, a rappelé les réformes entreprises pendant la Transition de 1991 notamment l'instauration du multipartisme intégral et de l'état de droit afin d'asseoir la République sur

Mali/Niger : Visite au Mali de S.E.M. Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger



À l'invitation de S.E.M. Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République, S.E.M. Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger, a effectué ce samedi 07 septembre, une visite d'amitié et de travail au Mali.

Cette visite traduit la volonté commune et la détermination des deux Chefs d'État à imprimer une nouvelle dynamique à la coopération riche et multiforme entre le Mali et le Niger.

Les deux Chefs d'État ont eu des entretiens en tête-à-tête et une séance élargie aux deux délégations au cours desquels ils ont abordé toutes les questions ayant trait à la coopération bilatérale et examiné ensemble tous les sujets d'intérêts régional et international. Ils ont, en particulier, examiné les propositions d'actions dans le domaine de la lutte contre l'insécurité, propositions issues de la rencontre des Ministres en charge de la Défense et de la Sécurité des deux pays. Ils ont instruit les Ministres concernés et l'ensemble des parties prenantes à mettre en œuvre, de façon diligente, toutes mesures contenues dans les conclusions de ladite rencontre.

Le dernier acte de la visite du Président de la République du Niger fut la conférence de presse qu'il a animée avec son homologue Ibrahim Boubacar KEITA. Répondant aux questions des journalistes sur sa récente déclaration sur la situation de Kidal, le Président Issoufou a dit ceci « Je maintiens ce que j'avais dit, le statut actuel de Kidal est une menace pour la sécurité intérieure du Niger. Il y a des mouvements qui ont signé l'Accord pour la Paix et qui sont de connivence avec les terroristes, cette situation doit être dénoncée ».

Abondant dans le même sens, le Président de la République, S.E.M. Ibrahim Boubacar KEITA, a laissé entendre qu'il partage parfaitement les préoccupations de son homologue du Niger sur la question.

■ Bureau de l'Information et de la Presse/ MAECI

un État plus légitime. M. Touré a justifié l'organisation du dialogue politique inclusif par la fragilisation du tissu social, les pertes en vies humaines et la destruction de sites emblématiques du patrimoine culturel malien.

Dans son allocution, le Premier ministre, Dr Boubou Cissé, a souligné la nécessité que cet atelier débouche sur des recommandations pertinentes de la société civile. Il a également pris l'engagement que les résultats de cet atelier feront l'objet d'une attention particulière du gouvernement.

Blocus à Tombouctou : Le Petit Bateau' bloqué !



Le fameux Petit Bateau est à l'arrêt depuis hier dimanche 8. La situation de blocus des transports dans la ville des 333 saints est loin de s'arranger.

Face à l'entêtement et la volonté sournoise des autorités locales, à commencer par le Gouverneur AG KOÏNA, à diviser les jeunes en deux groupes, un bon et un mauvais pour les affaiblir, les populations s'irritent davantage. Même ceux qui étaient plutôt indifférents au départ ont commencé à s'énerver des manœuvres du Gouverneur AG KOÏNA.

De leur côté, les jeunes poussent encore plus loin le bouchon du blocus. Hier, ils ont décidé de serrer encore davantage les boulons du blocus en arrêtant les navettes du 'Petit Bateau' (en image entre les mains du Collectif).

Il faut savoir que Tombouctou est située côté rive gauche du Fleuve Niger. Or les véhicules en provenance de Bamako, Ségou et Mopti viennent par la rive droite. La traversée du fleuve est donc vitale.

L'arrêt du Petit Bateau est ainsi un coup de verrou supplémentaire très stratégique pour le jeu des échecs des jeunes. La volonté de diviser pour affaiblir et détruire les initiatives est très forte chez les gouvernants du Mali qui donnent tous les jours que le bon Dieu fait le dégoût de la chose démocratie aux populations. Faisant ainsi le lit d'autres forces, la Nature n'a-t-elle pas horreur du vide ?, qui bougent déjà en lame de fond.

■ AT

Transport aérien : Aigle Azur suspend ses vols vers le Mali, le Brésil et le Portugal

Vol inaugural de la compagnie Corsair à Bamako, le 30 janvier 2018, à l'Aéroport International Président Modibo Keita Bamako-Sénou.

Il a été procédé à une cérémonie de coupure de ruban à l'occasion de l'atterrissage du premier vol Paris-Bamako de la compagnie Corsair. Le numéro 2 de l'aérien français, placé en redressement judiciaire lundi, annonce qu'il suspend jeudi trois liaisons vers l'international.

Aigle Azur, placée lundi en redressement judiciaire, "n'a d'autre choix" que de suspendre à compter de ce jeudi ses liaisons vers le Mali, le Brésil et le Portugal, a annoncé la compagnie aérienne.

Menace de désobéissance civile à Tombouctou : Tiébilé Dramé tente de désamorcer la bombe



Après un silence méprisant du gouvernement envers les jeunes de Tombouctou, le Ministre Tiébilé Dramé a engagé des échanges, au nom du Premier Ministre Boubou Cissé, avec les responsables du « collectif Tombouctou réclame ses droits».

Le Ministre des Affaires Étrangères qui a su et pu apaiser le Chérif de Nioro, a échangé avec les responsables du mouvement de Tombouctou. Les jeunes ne voient aucun inconvénient de parler avec le PM Boubou Cissé au téléphone.

En attendant ce soir, ils feront une grande animation au lieu de leur blocus.

Pendant ce temps, des ressortissants de Tombouctou, à la suite des actions de Goundam, Tonka et Niafunké, ont tenu une assemblée générale pour soutenir le combat pour leur région et envisager des actions si l'État continue sa politique de mépris.

Beaucoup d'actions de sabotage et de découragement ont été engagées, mais dans la Cité des 333 Saints, les imams, les commerçants et toutes les couches semblent adhérer aux actions de leurs enfants.



Les ventes pour l'ensemble des vols sont "pour le moment suspendues" à compter du 10 septembre, au lendemain de la date limite de dépôt des offres de reprise, ajoute-t-elle dans un communiqué. Les liaisons avec l'Algérie représentent 50% à 60% de l'activité de la compagnie.

Remise des insignes de distinctions au Palais présidentiel de Koulouba : IBK procède à la décoration de 11 hauts dignitaires de l'ordre national



Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta, Grand Maître des Ordres nationaux, a procédé dans l'après-midi du 5 septembre 2019, à la décoration de 11 hauts dignitaires du Mali dont une femme, pour reconnaissance de services rendus à la Patrie. Tous les 11 récipiendaires, grâce à leur patriotisme, leur professionnalisme, leur performance entre autres qualités, bénéficient désormais de l'estime de notre peuple. 10 parmi eux ont reçu chacun du Président de la République, Chef de l'Etat, Grand Maître des Ordres nationaux, l'insigne de la médaille de Grand Officier de l'Ordre national du Mali, la plus haute distinction nationale, et la seule femme récipiendaire a reçu l'insigne de la médaille de Commandeur de l'ordre national du Mali. Dans ses mots de remerciements au Président de la République, le porte-parole des récipiendaires, Mamadou Seydou Traoré, a salué et félicité IBK pour son patriotisme et son esprit de rassembleur, pour un Mali stable et en paix.

La cérémonie a eu lieu en présence du Premier ministre, Chef du Gouvernement, ministre des Finances et de l'Économie, des Présidents d'Institutions de la République, des membres du Gouvernement, des membres du cabinet présidentiel et des parents des heureux récipiendaires.

La liste nominative des 11 hauts dignitaires de l'ordre national:

1. Monsieur Cheick Modibo Diarra, Ancien Premier ministre
2. Monsieur Sala Niaré, Ancien ministre
3. Monsieur Maharafa Traoré, Ancien ministre
4. Commandant (er) Moussa KEÏTA, Ancien Gouverneur du District de Bamako,
5. Monsieur Mamadou Seydou Traoré, Ancien Secrétaire Général du MATCL
6. Lieutenant Colonel (er) Salia Etienne KEÏTA, Officier à la retraite
7. Monsieur Ibrahim Diallo, Inspecteur Général de Police à la retraite
9. Monsieur Mamadou Koumaré, Professeur de Pharmacologie à la retraite
10. Monsieur M'Barakou Arafaskia Touré, Premier Président de la Cour Suprême
11. Maitre Sohyata Maiga, Présidente de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples .

■ **Présidence de la République du Mali**

Message de condoleances : le Président de la République, Chef de l'état



A Son excellence Monsieur Emmerson Mnangagwa Président de la République du Zimbabwe

C'est avec consternation et une profonde tristesse que j'ai appris le décès de Monsieur Robert MUGABE, ancien Président de la République du Zimbabwe, le 06 septembre 2019.

La disparition du Président MUGABE constitue une perte énorme pour le Zimbabwe et pour le continent africain. Panafricaniste convaincu, grand homme d'Etat, il a été durant toute sa vie un ardent défenseur des nobles idéaux de paix, de justice et de progrès de son pays et de l'Afrique.

En cette douloureuse circonstance, je voudrais, au nom du peuple du Mali, de son Gouvernement et en mon nom propre, vous exprimer, au Gouvernement et au peuple zimbabwéen, ainsi qu'à la famille du défunt durement éprouvée, mes condoléances les plus attristées. Je prie le Tout Puissant et Miséricordieux, pour le repos éternel de son âme.

En vous réitérant mes sentiments de profonde compassion et de sincère sympathie, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma Très Haute et Fraternelle Considération.

IBRAHIM BOUBACAR KEITA

Mamadou I. Konaté ancien ministre de la justice : « Sur chaque 100 milliards de recettes, 42 milliards sont détournés au Mali »

Commentaires fermés sur Mamadou I. Konaté ancien ministre de la justice : « sur chaque 100 milliards de recettes, 42 milliards sont détournés au Mali »

L'ancien ministre de la Justice du Mali et ancien avocat, auteur du livre, « la justice, ce grand corps malade » était l'invité de l'émission débat politique de la radio Klédu.

Ayant démissionné du gouvernement, il revient sur les maux de la justice malienne avec des révélations sur le dossier Amadou Haya Sango, l'achat des avions et l'état de la justice au Mali.

Kadidia Fofana, chargée de mission au MAECI : «Nous devons tous jouer notre partition pour sauver le Mali»



Pour Kadidia Fofana, élue communale et chargée de mission au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI), pour une résolution définitive de la crise du centre et l'accalmie de l'arène politique, tous les acteurs devront jouer leur partition. Dans l'émission "Djo Kono" de la radio Djoliba FM, elle est revenue sur son choix de rejoindre le MAECI.

Dans l'émission animée par l'animateur Moussa Timbiné, Kadidia Fofana a analysé l'actualité politique au Mali marquée par la crise au Centre, la corruption et les récentes manifestations des jeunes de la région de Kayes.

Jugeant noble la manifestation de la jeunesse pour le rétablissement des routes reliant Kayes et Bamako, la nouvelle chargée de mission de Tiébilé Dramé a conseillé "les bonnes manières". Pour le centre, elle estime que le pays fait face à une guerre "imposée". "Il faut que les ethnies se tolèrent. Les assassinats qui se passent dans le centre ne sont pas maliens. Il nous faut beaucoup d'efforts pour aider le pays à sortir de cette crise", explique-t-elle. Concernant la corruption, la présidente du mouvement "Les Amazones" affirme que la lutte contre ce phénomène a toujours été au centre des intérêts de l'opposition. "Nous resterons engagés dans ce combat", promet-elle. Et de revenir sur sa décision d'accepter le poste de chargée de mission : " l'opposition a demandé certaines réformes et ces dernières ont été prises en compte par le président IBK. Il (IBK) a demandé à ce que l'opposition travaille avec lui pour sortir le Mali de la crise qu'elle traverse, en tendant sa main à cette dernière. Donc, nous avons accepté à travers l'Accord politique de gouvernance".

Elle précise : "le Mali est comme un arbre, l'opposition et la majorité ne sont que des branches. Si le tronc de l'arbre est menacé, il faut qu'on s'unisse pour sauver l'essentiel, et l'essentiel, c'est le Mali".

Mariée et mère de 4 enfants, Kadidia Fofana a marqué les cinq dernières années du combat politique au Mali. Communicatrice de formation, elle a été la directrice adjointe de campagne du candidat Soumaila Cissé à la dernière élection présidentielle. En plus, elle a été au-devant de la scène dans le mouvement Antè A bana, qui a empêché le premier projet de révision constitutionnelle entamée par IBK.

■ Koureichy Cissé

Attaque contre un chef militaire de la CMA à Kidal : Trois morts dans les rangs des ex-rebelles



Les faits se sont déroulés mercredi, 4 septembre 2019, aux environs de 18h à Etambar, l'un des quatre plus grands quartiers administratifs de Kidal. Des individus armés non identifiés à bord d'un véhicule ont tiré sur des officiers de la CMA. Ainsi, un chef militaire du nom de Ahbi Ag Ahmayad, un ex-déserteur de l'armée, a été tué. Il était en compagnie de ses deux gardes du corps dont Mossa Ag Acharif et Ahlayfa Ag Bamboni, qui ont également succombé suite aux tirs à l'arme automatique.

Pour l'heure, on ignore encore les raisons de cette attaque dont le mode opératoire est très atypique. En effet, les assaillants étaient dans une voiture et n'ont pas hésité à commettre leur forfait malgré la présence de nombreuses personnes.

Il faut rappeler que c'est la deuxième tentative d'assassinat sur Ahbi Ag Ahmayad. Cet officier du MNLA qui est aussi un membre de l'ex-cellule anti-terroriste mise en place par ce mouvement avec l'aide de Serval avait aussi été visé en 2014 devant la banque de Kidal. Il avait alors été laissé pour mort après avoir perdu connaissance ainsi que toute sa mâchoire.

D'aucuns estiment qu'il s'agirait d'un règlement de comptes. Ce qui n'est pas impossible lorsqu'on sait qu'ils étaient nombreux à en vouloir aux membres de l'ex-cellule anti-terroriste du MNLA à qui il était reproché de dicter sa loi sur tous les autres mouvements y compris dans les rangs des ex-rebelles. Aujourd'hui, cette cellule n'est plus soutenue, comme par le passé par Serval, ses membres sont souvent victimes de tentatives d'assassinat.

■ Massiré DIOP

Lisez et faites

Malikilé

votre journal numérique

PRIX NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE « AHMED BABA » AUTOUR DES MANUSCRITS

APPEL A CANDIDATURE (3^è EDITION)

1. Présentation

L'Institut des Hautes Etudes et de Recherches Islamiques Ahmed Baba de Tombouctou (IHERI-ABT) a le plaisir de lancer la troisième édition du concours d'œuvres intellectuelles dans le cadre du Prix national de la recherche scientifique autour des Manuscrits dénommée Ahmed Baba. Ce Prix est décerné par un jury après évaluation et recommandations par ordre de mérite. Il représente la plus grande distinction décernée par le Mali aux chercheurs, écrivains, archivistes et traducteurs autour des Manuscrits du Mali.

2. Critères de participation et de sélection

L'œuvre doit porter sur :

- la recherche scientifique autour des manuscrits en arabe, français et anglais ;
- la traduction d'un manuscrit en arabe vers le français ou vers l'anglais ;
- l'édition critique d'un manuscrit en arabe.

2.1 : Pour la recherche Scientifique

- l'œuvre présentée doit être originale et traiter un thème dans le domaine des manuscrits ;
- le thème présenté ne doit pas être déjà publié ni faire partie d'un thème présenté pour l'obtention d'un titre scientifique ;
- le nombre de pages minimum requis est de 30, type de police traditionnel arabe, taille 16 ;
- les langues de recherche sont l'Arabe, le Français ou l'Anglais ;
- la proposition doit comprendre un CV détaillé comportant les activités scientifiques essentielles du chercheur.

2.2 : Pour la recherche traduction

- l'œuvre traduite doit être un manuscrit complet ou une partie d'un manuscrit ;
- le nombre minimum de pages du manuscrit à traduire est de 50, la police traditionnel arabe, taille 16 ;
- la traduction ne doit pas être déjà publiée et ne doit pas être une partie d'une traduction présentée pour l'obtention d'un titre scientifique ;

- les sens de la traduction sont de l'arabe vers le français ou de l'arabe vers l'anglais ;
- la traduction doit être accompagnée du texte original et les numéros des pages originales doivent figurer à côté de celles traduites ;
- la proposition doit comprendre un CV détaillé comportant les activités scientifiques essentielles du chercheur.

2.3 : Pour l'édition critique

- l'œuvre présentée doit être originale et traiter de préférence la paix et la résolution des conflits ;
- le nombre minimum de pages du manuscrit est de 10, la police traditionnel arabe, taille 16 ;
- l'édition critique ne doit pas être déjà publiée ou présentée pour l'obtention d'un titre scientifique ;
- elle doit suivre les principes de l'édition critique ;
- la proposition doit comprendre un CV détaillé comportant les activités scientifiques essentielles du chercheur.

3. Le Prix

L'IHERI-ABT décernera au Lauréat du concours une récompense de trois millions (3 000 000) FCFA.

4. Soumission des propositions

Les propositions doivent être soumises en version papier et en version électronique au plus tard le mardi 15 Novembre 2019 à 17H30 aux lieux suivants :

- Bureaux de l'IHERI-ABT à Bamako (Baco-djicoroni golf
Tél : 20 28 03 24)

Contacts : Drissa TRAORE, tél 70 24 16 49,

Adresse mail : idristraore@gmail.com

Bureaux de l'IHERI-ABT à Tombouctou. Abdoulaye CISSE,
tél 76 25 98 61



Déshabiller, en route, Tombouctou pour habiller Kati : C'est Goundam aussi qui sort les griffes !

Face à la décision du PM de transférer les moyens de construction de la route Tombouctou-Goma Koura vers Kati-Djidjeni, Goundam aussi est entré en colère.

Goundam, c'est la ville de HAÏDARA Aï-chata CISSÉ, Chato. Une personnalité locale, nationale et internationale. Elle est membre du Parti socialiste français et a écumé les plateaux de télévision pour croiser le fer avec les séparatistes Touaregs (eux aussi hébergés et soutenus par le même parti socialiste) dans des combats devenus mémorables. Chato est une élue qui a brigué le poste de président de la République. Son mari, 'Sandy', en 2013, fait don de sa femme à la République pour la diriger. Goundam est une ville qui a donné tout un grenier de hauts cadres et d'intellectuels au Mali. À l'image de son église Chato, douce, respectueuse mais capable de dire non.

Nous venons d'en avoir une illustration avec les crises liées aux routes dégradées du Mali dont le coup d'envoi a été donné par Kayes le 23 août dernier.

À rappeler que le blocus de la route Kayes-Ba-

mako coûte à certains au sommet de l'Etat 2,5 milliards de francs CFA par jour et aussi que le PM du Mali avait promis de transférer les moyens de construction de la route Tombouctou-Goma Koura à Kati-Djidjeni. Tonnerre !

Ainsi, en date du 3 septembre, le confrère Nord-Sud Journal a indiqué que la société Satom qui était sur la route Léré-Tombouctou a commencé les travaux sur la route Kati-Djidjeni : « Décidemment, le premier ministre malien, Boubou CISSÉ, a rejoint l'acte à la parole en désengageant la Satom de la route Kati-Djidjeni », conclue le confrère en ajoutant que « aussitôt informés, les jeunes de Tombouctou ont organisé une manifestation ».

6Un de leurs leaders, Alhadj GASSAMA, a confié à Nord-Sud : « Nous demandons au premier ministre Boubou CISSÉ de faire ce qui est nécessaire pour redémarrer rapidement la route Goma Koura-Tombouctou. Les autres villes du Mali ne valent pas mieux que Tombouctou ».

Et la ville de 'Chato' entra en scène

En face du silence des autorités, le Collectif

Tombouctou Réclame ses Droits a continué la lutte. Ils ont décidé de bloquer l'entrée et la sortie de la ville et même de verrouiller l'aéroport. C'est la force française Barkhane qui est intervenu pour tenter de les neutraliser. En attendant que les forces maliennes, occupées à côté à bombarder le camp de cantonnement des Dogons Dan Nan Ambassagou attaqués par les terroristes, puissent prendre le relais. Les forces maliennes purent ensuite intervenir pour mater. Ainsi, écrit l'AMAP (organe gouvernemental) : « Les forces de l'ordre ont dispersé, vendredi [6 septembre, NDLR], à Tombouctou des manifestants de deux groupes de jeunes de la ville qui protestaient pour la reprise de la route Tombouctou-Goma Koura et contre l'insécurité ». Trois meneurs ont été arrêtés, ajoute l'Agence.

Le Gouverneur AG KÔINA est accusé par les observateurs, comme le Directeur de publication Amy Baba CISSÉ, de chercher à diviser les jeunes entre bons et mauvais pour mieux les écraser. La situation reste très tendue. Surtout que la route réclamée intéresse d'autres zones enclavées. Comme Goundam la voisine et sœur en enclavement sévère.

C'est ainsi que la très intellectuelle ville consciente de sa valeur va sortir ses griffes pour la cause de la même route. L'entrée en scène est venue sous la forme d'une demande d'autorisation de marche adressée au Maire de la Commune urbaine en date du 06 septembre. Signée par le Collectif Leader « Goundam veut sa route », la correspondance réclame « la reprise sans délais des travaux de la route Tombouctou-Goma Koura », et « des excuses officielles du PM suite à ses propos au sujet de la route Tombouctou-Goma Koura ». Il s'agit bien entendu de l'arrêt des travaux de la route de Tombouctou au profit de Kati. On notera que l'ampliation a été faite de la correspondance à la Minusma.

Comme prévu, les jeunes Leaders ont marché le samedi 7. À la fin, Kobé Alassane, le leader du Collectif, a lu une déclaration pour demander aux autorités du pays des actes concrets et non des discours politiques.

C'est une nouvelle épine dans la godasse du légionnaire Boubou CISSÉ qui n'est plus que l'ombre d'un PM. Le drôle d'état de grâce tourne au vinaigre. Pouvait-il en être autrement avec un vampire ?

■ Amadou TALL

REGION DE TOMBOUCTOU
CERCLE DE GOUNDAM
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM
LETTRE N°19-005 /CUG-CG

REPUBLIQUE DU MALI
- UN PEUPLE==UN BUT==UNE FOI

La Maire de la Commune Urbaine de Goundam
Au
Collectif des jeunes leaders de Goundam.

Bangou

Objet : suite réservée à votre demande de marche pacifique.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que suite à votre demande en date du 06 Septembre 2019, une autorisation vous est accordée pour organiser une marche pacifique le Samedi 07 Septembre 2019. Cette marche doit respecter strictement l'itinéraire que vous avez choisi : Lieu de regroupement rond point central en passant par la devanture du marché, le rond point JCI derrière la Brigade pour finir devant le bureau de la préfecture. En application de la loi qui régit les marches dans notre pays, je vous prie de prendre toutes les dispositions utiles pour éviter tout débordement dont vous serez entièrement responsable.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire en l'expression de mes sentiments de très franche collaboration.

AMPLIATIONS

Original.....1
Préfet.....1
Brigade gendarmerie.....1
Garde nationale.....1
Archives.....1/5

Goundam, le 06 Septembre 2019.

La Maire PTD

MAHAMDOU SALLI

Renforcement de la coopération gagnant-gagnant entre l'Afrique et la Chine : **Les médias africains et chinois ont un rôle incontournable à jouer**



C'est du moins, ce qui ressort, en substance, de la clôture du "séminaire pour les commentateurs ou chroniqueurs connus des grands médias africains francophones", tenu du 15 août au 4 septembre à Beijing. La cérémonie de clôture tenue le 4 septembre à Yulong Hôtel à Beijing, était présidée par M. Li Heng Tian, directeur adjoint du Centre de formation, de la communication du groupe de la publication internationale de Chine (CIPG). C'était en présence de madame FENG Yin, assistante au département de formation et communication du CIPG. 21 jours durant, 21 participants venus de 8

pays africains (Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Gabon, RDC, République du Congo et Djibouti) ont pris part à ce séminaire à Beijing. Un séminaire qui s'est déroulé en trois phases: conférences débats, expérience culturelles et visites. Les conférences-débats étaient axées sur l'histoire de la Chine, la coopération Afrique-Chine et sur le développement économique et technologique de la Chine nouvelle. Des thèmes qui ont été débattus par d'éminents chercheurs universitaires et d'anciens Ambassadeurs de Chine dans des pays africains, comme le Gabon et la République Démocra-

tique du Congo. A Beijing, les séminaristes ont visité la légendaire grande muraille de Chine, les musées de la capitale, de l'urbanisme et de la planification rurale de la ville de Beijing. Mais aussi, des structures médiatiques comme: le Groupe Startimes, l'Agence de Presse Chine Nouvelle et le site internet Global Times on Line (huanqiu.com). Ces visites ont permis aux hommes de médias chinois et africains d'échanger sur la conception et le fonctionnement des structures médiatiques en Chine. Le programme du séminaire s'est poursuivi dans la province de Guizhou au sud-ouest de

la Chine, avec les visites de grandes superficies de plantations de thé, du centre commercial du thé de la ville de Meitan et d'autres sites touristiques parmi lesquels le Temple de Confucius, les chutes d'eau d'Huangguoshu. Toujours à Meitan, les participants ont eu droit à des séances de dégustation des différentes qualités du thé, avant de visiter l'ancienne usine de thé transformée en Musée du thé.

L'un des temps forts du séminaire a été la visite du site internet GOG.CN qui est leader dans le domaine des applications et du E-Commerce. S'y ajoute, la visite du centre Big Data industry Development de la ville de Guiyang qui assure le contrôle et la protection des données des grandes entreprises chinoises contre les cybers attaques.

Rappelons que la province de Guizhou est l'une des plus prospères et des plus dynamiques de Chine, cela grâce au développement de l'industrie touristique et de la culture du thé. C'est la seule province en Chine qui, à ce jour, a pu relier tous ses villages par l'autoroute. C'est aussi la province où la pauvreté est presque vaincue. Ce qui fait de Guizhou une province pilote en Chine en matière d'infrastructures routière, de croissance, de lutte contre la pauvreté, bref, en matière de développement économique et social en Chine.

Une véritable coopération gagnant-gagnant entre l'Afrique et la Chine passera par la coopération entre médias africains et chinois.

Lors de la cérémonie de clôture du séminaire, le représentant du CIPG a expliqué que sa structure a une histoire de 70 ans, quand on sait qu'elle a été créée la même année que la Chine nouvelle. Le CIPG, dit-il, a pour mission de présenter la Chine et son modèle de développement au monde. Dans ce cadre, il a déjà publié plus de 1,9 milliards de livres et de magazines sur la Chine nouvelle et ses relations avec le reste du monde.

Ces dernières années, selon M Li Heng Tian, les médias occidentaux ont construit une fausse image de la Chine dans le monde. Alors que les principales sources d'informations des africains demeurent les médias occidentaux. Ces genres de rencontres avec les médias africains ont donc pour objectif de contribuer à changer, positivement, les impressions négatives qu'ont les Africains sur la Chine, afin de favoriser une véritable coopération entre la Chine et l'Afrique.

Le représentant du CIPG a saisi l'occasion pour

expliquer que la conception de la valeur des actualités en Chine est différente de celle des autres pays. Contrairement à l'Occident, en Chine, la conception de la valeur sur les actualités est positive et évolutive. Il s'agit d'une conception basée principalement sur l'accompagnement du gouvernement et sur le développement social. La transition était toute trouvée par le président de séance pour aborder le chapitre du développement social de la Chine qui est, aujourd'hui, en avance sur le monde dans ce secteur. Le souhait du responsable du CIPG, est de voir, un jour, tous les pays africains se développer comme la Chine, afin que l'initiative dite "communauté de destin commun" prônée par le secrétaire général

du PCC, Xi Jinping devienne une réalité.

A l'issue du séminaire, les participants, à travers la voix de leur représentant, M. GOMA Tsonda Hugues Magloire du RDC, ont formulé des recommandations. Il s'agit, entre autres, de la pérennisation des séminaires à l'intention des journalistes africains; la mise en place d'une coopération directe entre médias africains et chinois sans passer par le gouvernement chinois, mais aussi et surtout, la mise en place d'un réseau panafricain pour la coopération sino-africaine.

A noter que la boucle du séminaire a été bouclée en beauté, par la remise des certificats et de cadeaux symboliques aux participants.

Ecobank
The Pan African Bank

Compte Courant

Le compte courant assorti d'avantages exclusifs.

- + e-Alert
- e-Statement
- SMS-Alert
- Virement
- Cartes

24H/24

OUVERT COMPTE COURANT

Offre soumise à conditions.

Ecobank
La Banque Panafricaine

www.ecobank.com

Un élu local fait des révélations après l'effondrement d'un immeuble en commune I : «Aucune maison de Banconi ne dispose d'autorisation de construire»

Depuis l'effondrement de l'immeuble de trois niveaux (rez-de-chaussée plus deux étages) entraînant la mort de 15 personnes au quartier Banconi en Commune I, les interrogations fusent de partout sur les causes de ce drame. Près d'une semaine après le terrible accident, les enquêtes se poursuivent, mais les témoignages recueillis sur les lieux du désastre font froid dans le dos : du fer 6 au lieu de 12, aucune autorisation des services techniques en matière de construction, une partie du rez-de-chaussée en banco et le reste de la construction en ciment...

« Je n'ai jamais vu de mon existence un immeuble construit de la sorte : le rez-de-chaussée en banco et les étages en ciment. Comment voulez-vous que cette construction ne s'effondre pas ? ». Ces propos ont été prononcés mardi soir par le commandant Abdramane Bagayoko, chef de la division des Opérations de secours d'assistance à la Direction générale de la Protection civile, au cours d'une intervention à la Radio Sewa. Il était au micro de l'animateur Ibrahim Diaw.

En effet, l'effondrement du bâtiment R+2 le dimanche, 1er septembre 2019, aux environs de 5 h du matin, qui a fait 15 morts et de nombreux blessés selon un communiqué du Ministère de la Sécurité et de la Protection civile du Mali, a suscité de nombreux questionnements sur les causes du drame. Aussi au cours de cette émission, le commandant Bagayoko a salué tout le soutien de sa hiérarchie à commencer par le directeur général, le colonel-major Seydou Doumbia, et le Ministre de la Sécurité et de la protection civile, le général de division Salif Traoré, les populations du Banconi et des particuliers qui leur ont apporté assistance durant toute l'opération. L'autre cause de ce drame, le gouverneur du district de Bamako l'impute à la malfaçon. "Sans être spécialiste, c'est de la malfaçon. C'est la conception même du bâtiment qui est en cause donc il n'y a pas eu d'élément étranger qui a occasionné la chute de l'édifice. En plus, le promoteur n'avait aucune autorisation des services de construction ou de la mairie", a précisé le gouverneur du district de Bamako.

Un élu local de Banconi enfoncera le clou. Selon lui, ce n'est pas seulement le bâtiment effondré qui n'a pas l'autorisation de construire, mais toutes les maisons de Banconi. Cela s'explique, a-t-il ajouté, par le fait que le plan de lotissement de Banconi, qui est aujourd'hui l'un des quartiers les plus populaires du district de Bamako, n'est pas encore approuvé par les services de l'Urbanisme. Or, a-t-il poursuivi, on ne peut pas donner d'autorisation sans l'approbation de ce plan. D'après une autre source, cela fait environ 20 ans que le quartier en question a été loti.

Cependant, si de nombreuses vies ont été sauvées, c'est surtout grâce à la réactivité et la bravoure des agents de la Protection civile, aidés par quelques volontaires qui, grâce à l'aide d'engins lourds, ont pu extirper beaucoup de personnes prises au piège sous les décombres.

Du fer 6 au lieu de 12

Un volontaire de l'équipe de secours n'a pas caché son étonnement face à ce qu'il a vu dans les décombres : "Venez pour constater de visu, le propriétaire a construit avec du fer 6 ce bâtiment ou on devrait mettre du fer 12. Je pense que ce sont des choses inacceptables si on tient à la vie de l'être humain", nous a confié le volontaire qui a voulu garder l'anonymat. En clair, toutes les accusations, avant même la fin de l'enquête, convergent vers les manières peu orthodoxes de la construction



du bâtiment et du propriétaire, un homme de 76 ans qui serait même le maître maçon principal du chantier.

“C’est un vieux qui a la tête dure, il n’écoute personne. Sinon, son non-respect des règles de construction est connu de tous ses voisins qui voulaient même le lyncher après le drame”, nous a confié un jeune homme qui habite non loin du bâtiment effondré. Le promoteur, le Vieux de 76 ans, a été interpellé au niveau du 6e Arrondissement.

Protection civile : de nouveaux matériels mais pas suffisants

Lors de l’opération sauvetage des occupants de l’immeuble effondré à Banconi, le directeur général de la Protection civile, le colonel-major Seydou Doumbia, et celui de la police, l’Inspecteur général Moussa Ag Infahi, ont passé le plus clair de leur temps auprès de leurs éléments.

Si beaucoup de nos concitoyens sont unanimes pour dire que des efforts ont été faits dans l’équipement de nos Forces armées et de sécurité, tout n’est pas encore rose. Et pour cause, le drame de Banconi a prouvé au grand jour que la Protection civile a toujours besoin d’engins lourds adaptés à certaines situations de catastrophe pour la simple raison que la grue neuve apportée par la Protection civile, le week-end dernier, a montré ses limites. Ce qui a irrité les populations qui voulaient écarter les agents de la Protection civile.

Cependant, quelques minutes plus tard, de nouvelles grues encore plus performantes, appartenant à des particuliers, ont été déployées pour accélérer les recherches. Ce n’est pas tout. En plein intervention, les portes d’une ambulance de la Protection civile ont été bloquées pendant plusieurs minutes, le chauffeur et les curieux se sont regroupés autour du véhicule en question. Il faut rappeler que plusieurs ministres comme celui de la Sécurité et de la Protection civile, le général de division Salif Traoré, ses collègues de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Hamadou Konaté, et de l’Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah, ont fait des visites sur les lieux.

■ **Kassoum THERA**

Communiqué final à l’issue de la visite officielle de son Excellence Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République du NIGER au MALI



1 - A l’invitation de Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali, Chef de l’Etat, Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger a effectué le 7 septembre 2019 une visite d’amitié et de travail au Mali.

2- Cette visite traduit la volonté commune et la détermination des deux Chefs d’Etat à imposer une nouvelle dynamique à la coopération riche et multiforme entre les deux pays.

3- Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger était accompagné d’une forte délégation comprenant des membres du Gouvernement.

4- Le Président Issoufou MAHAMADOU, et sa délégation ont été chaleureusement accueillis à leur arrivée à Bamako par Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République, Chef de l’Etat, le Premier Ministre et les membres du Gouvernement, les

Chefs des Institutions de la République du Mali ainsi que les membres du Corps Diplomatique et Consulaire accrédités au Mali.

5- Les deux Chefs d’Etat ont eu des entretiens en tête-à-tête et une séance élargie aux deux délégations au cours desquels ils ont abordé toutes les questions ayant trait à la coopération bilatérale et examiné ensemble tous les sujets d’intérêts régional et international. Ils ont, en particulier, examiné les propositions d’actions dans le domaine de la lutte contre l’insécurité, propositions issues de la rencontre des Ministres en charge de la Défense et de la Sécurité des deux pays. Ils ont instruit les Ministres concernés et l’ensemble des parties prenantes à mettre en œuvre, de façon diligente, toutes mesures contenues dans les conclusions de ladite rencontre.

6- Le Président Ibrahim Boubacar KEITA et le Président Issoufou MAHAMADOU se sont félicités du caractère exemplaire des relations

entre le Mali et le Niger et de la fréquence des visites de haut niveau entre les deux pays.

7- Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali, Chef de l'Etat, a salué les efforts considérables que déploie le Niger dans le cadre de son développement socio-économique, de l'ancrage de la démocratie et la promotion de l'Etat de droit, ainsi que la consolidation de la paix et la sécurité dans la région sahélienne, en Afrique et dans le reste du monde sous le leadership de Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger.

8- Le Président Ibrahim Boubacar KEÏTA a exposé à Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU l'évolution de la situation socio politique et sécuritaire marquée par les attaques terroristes dans le Nord et le Centre du Mali et l'a informé de la mise en place du Triumvirat pour conduire le dialogue politique inclusif au Mali. A cet égard les deux Chefs d'Etat ont salué les efforts en cours pour jeter les bases d'une véritable négociation politique.

9- Le Président Issoufou MAHAMADOU a réitéré la disponibilité de la République du Niger à apporter son soutien aux efforts du Mali pour préserver l'intégrité territoriale, l'unité du pays et la laïcité de l'Etat et pour lutter contre le terrorisme, l'intégrisme et le narcotrafic dans toutes leurs formes. Concernant précisément la lutte contre le terrorisme, les deux Chefs d'Etat ont exprimé leur convergence de vue contre ce fléau à travers une approche sous régionale et régionale soutenue par des échanges de renseignements et de manière générale la mutualisation de leurs moyens. Ils ont décidé de mettre en place un Comité transfrontalier de sécurité composé des Ministres en charge de la Défense, de la Sécurité, des Affaires Etrangères, de la Justice des Finances ainsi que des représentants des Conseils nationaux de sécurité et ont instruit les Ministres concernés d'œuvrer à son opérationnalisation.

10- Le Président Issoufou MAHAMADOU, Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, et le Président Ibrahim Boubacar Keita se sont félicités de la tenue prochaine du Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO sur le terrorisme au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad, qui offrira l'occasion aux dirigeants de la sous-région et aux partenaires de

réfléchir sur les réponses décisives à apporter à ce fléau.

11- Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU a exprimé au Président Ibrahim Boubacar KEITA sa haute appréciation pour les multiples initiatives visant à promouvoir la concorde nationale et à renforcer la démocratie au Mali.

12- Abordant la coopération économique, sociale, culturelle et technique, les deux Parties ont convenu de la tenue, dans les meilleurs délais, de la 8ème Session de la Grande Commission mixte de coopération Mali-Niger à Bamako en vue d'explorer d'autres axes de coopération et de faire la planification de la mise en œuvre des instructions données par les deux Chefs d'Etat au terme de cette visite d'amitié et de travail.

13- Les deux délégations ont ensuite procédé à un examen approfondi de la coopération dans les domaines prioritaires de la sécurité, de l'équipement et des transports, de la géologie, des mines et des hydrocarbures, de l'énergie et de l'eau, de la religion, de l'éducation, de la culture, du commerce et ont mis l'accent sur la nécessité d'ouvrir des perspectives nouvelles dans ces domaines.

14- Au niveau du secteur privé, les deux Chefs d'Etat ont noté avec satisfaction que le contexte actuel au Mali et au Niger offre diverses facilités et opportunités qui pourraient être exploitées par les hommes d'affaires.

15- A cet effet, les deux Chefs d'Etat ont instruit le Conseil d'affaires nigéro-malien de tout mettre en œuvre pour instaurer un véritable climat de confiance entre les opérateurs économiques des deux pays, condition essentielle pour accroître les investissements

16- Evoquant la situation en Afrique notamment dans la bande sahélo-saharienne, les deux Chefs d'Etat ont exprimé leur ferme condamnation du terrorisme et ont réaffirmé leur volonté de l'éradiquer en s'appuyant sur les mécanismes bilatéraux et multilatéraux.

17- Ils ont, à cet égard, exprimé le souhait que le Sommet extraordinaire de la CEDEAO prévu le 14 septembre 2019 à Ouagadougou puisse aboutir à des mesures nouvelles favorisant la coopération renforcée dans la lutte contre ce fléau et puisse constituer un déclic pour un soutien plus accru de la communauté internationale aux Etats de la région dans cette lutte.

18- Les deux Chefs d'Etat ont également réaf-

firmé leur détermination à lutter contre l'extrémisme violent et le radicalisme religieux en vue de préserver l'identité culturelle des peuples.

19- Au plan international, les deux Chefs d'Etat se sont félicités de leur convergence de vues sur les grandes préoccupations internationales telles que les changements climatiques, la réforme des Nations Unies et le processus d'intégration en Afrique.

20- Concernant la situation en Libye, les deux Chefs d'Etat ont appelé de leur vœu le règlement rapide de la crise dans ce pays, conformément aux aspirations du peuple libyen, dans le respect de l'unité, de l'intégrité et de la souveraineté de ce pays frère et ont, à cet égard, exprimé leur soutien aux initiatives africaines et internationales en appelant à une coordination effective de ces initiatives.

21- Les deux parties se sont félicitées de la teneur des échanges et des résultats positifs obtenus au cours de cette visite qui témoigne de la ferme volonté des deux pays de raffermir davantage leur coopération multiforme.

22- Au terme de sa visite au Mali, Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger a exprimé sa profonde gratitude à Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République, Chef de l'Etat, au Gouvernement et au Peuple maliens pour l'accueil fraternel qui lui a été réservé et pour les excellentes facilités qui ont été offertes à lui et à sa délégation au cours de leur séjour à Bamako.

23- Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger a invité Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République, Chef de l'Etat à effectuer une visite officielle en République du Niger. L'invitation a été acceptée et la date sera fixée d'un commun accord par voie diplomatique.

Fait à Bamako, le 7 septembre 2019

Pour la République du Mali
S.E.M Tiébilé Dramé
Ministre des Affaires Etrangères et de la
Coopération Internationale

Pour la République du Niger
S.E.M Kalla ANKOURAO
Ministre des Affaires Etrangères de la
Coopération, de l'Intégration Africaine
et des Nigériens de l'Extérieur

Mahamoud Dicko lors du lancement de la CMAS : « Mon problème, c'est ceux qui ont trahi le peuple malien. C'est à eux que je m'adresse. Mon combat, c'est d'abord (contre) eux »



Rassemblement de l'imam Mahamoud Dicko Bamako, l'imam Mahamoud Dicko a rassemblé des dizaines milliers de personnes pour dire non aux massacres contre les civils

L'imam Mahmoud Dicko, éminente figure religieuse malienne, a dénoncé "la gouvernance catastrophique" du pays en lançant samedi à Bamako un mouvement fortement soupçonné de servir les visées politiques prêtées à ce tenant d'un islam rigoriste et bête noire du pouvoir.

Les débuts de la Coordination des mouvements, associations et sympathisants (CMAS) de l'imam Dicko passent pour un défi lancé au président Ibrahim Boubacar Keïta, au pouvoir dans ce pays confronté depuis 2012 aux insurrections indépendantistes, salafistes et jihadistes, et aux violences interethniques meurtrières.

"Mon problème, c'est ceux qui ont trahi le peuple malien. C'est à eux que je m'adresse. Mon combat, c'est d'abord (contre) eux", a-t-il déclaré à la tribune du palais de la culture où il a fustigé une "corruption à ciel ouvert et endémique" et une "gouvernance catastrophique".

L'influent prêcheur s'est défendu d'être un "faiseur de rois" et a persisté dans le langage de réconciliation le rangeant du côté de ceux qui condamnent les agissements des jihadistes, mais prônent un dialogue nécessaire avec eux, contrairement à un pouvoir qui le refuse.

"Je ne suis ni faiseur de rois ni président, je veux faire la paix", a-t-il proclamé sous les ovations de plus de 3.000 partisans dans un bâtiment où avaient également pris place des personnalités de la majorité et de l'opposition, mais aussi bon nombre de policiers.

Volontiers présenté comme marquant la véritable entrée en politique de celui à qui sont prêtées des velléités présidentielles, le meeting de l'imam Dicko ne peut qu'interpeller le pouvoir.

Président jusqu'en avril du Haut conseil islamique, principale organisation islamique d'un pays à 90% musulman, l'imam Dicko a entretenu pendant des années des relations en dents de scie avec le président.

Par le passé, il a fortement contribué à faire reculer les gouvernants sur l'octroi de davantage de droits aux femmes, l'interdiction de l'excision et un projet de manuel scolaire pro-

nant la tolérance envers l'homosexualité.

"Refondation"

Né il y a environ 65 ans, il incarne face au rite malékite dominant au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, plus ouvert, la tendance inspirée par la doctrine wahhabite, en vigueur en Arabie saoudite où il a mené une partie de sa formation théologique.

Il a été engagé dans les efforts de médiation quand le nord du pays est tombé aux mains des djihadistes en 2012. Il a soutenu l'intervention militaire internationale lancée à l'initiative de la France en 2013, et assisté, aux côtés d'autres dignitaires religieux, en 2015, à la signature de l'accord de paix au Mali, ou en 2017 à la conférence d'entente nationale prévue par cet accord.

Mais, avec le chérif de la localité de Nioro, Bouyé Haïdara, il est aussi entré en fronde contre l'ancien Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga, poussé à la démission en avril 2019 après le massacre de quelque 160 civils à Ogossagou et une série de manifestations contre l'incompétence imputée à l'Etat.

Si le mouvement qu'il a lancé samedi n'est pas officiellement un parti, son coordonnateur général, Issa Kaou Djim, porte-parole de Mahamoud Dicko, a souligné à la tribune que la CMAS avait pour "idéaux" les "visions religieuses, sociétales et politiques" de l'imam. Dans une possible indication de la signification accordée à ce lancement, la Cour constitutionnelle avait publié par avance, vendredi, un communiqué prévenant que "les partis politiques ne doivent pas porter atteinte à la sécurité et à l'ordre public" et qu'aucun "parti politique ne peut se constituer sur une base ethnique, religieuse, linguistique", sous peine de sanctions. Le communiqué ne citait pas nommément la CMAS.

Face à la situation malienne, l'imam Dicko prône "une refondation" sur la base de valeurs sociétales et religieuses.

"Nous sommes ici aujourd'hui pour soutenir Dicko parce que la société civile et la classe politique ont échoué. Dicko veut une société juste. Une société sans corruption, une société où on discute avec tous les frères pour avoir la paix", a dit à l'AFP, Amadou Diallo, 34 ans, ingénieur et sympathisant présent au meeting de samedi.



Forum National sur la Démocratie et la Citoyenneté Active : Propos de paneliste à l'ouverture des travaux

Sory Ibrahim Traoré, Chef de Cabinet du ministère de la Réforme institutionnelle et des Relations avec la Société civile.

Le CSDM a été valablement représenté par son président, Chérif Mohamed Haïdara.

"La démocratie, c'est comme un être humain qui naît, qui vit et qui peut tomber malade, qui doit être soigné et qui peut même mourir. Il y a eu des avancées qu'il ne faut pas oublier. L'ouverture d'une presse plurielle est une avancée. Mais nous devons accepter que notre modèle de gouvernance, de la base au sommet, marqué par la centralisation de l'autorité et le déphasage entre notre façon de faire constituent des tares et font que les populations ne s'y retrouvent pas beaucoup. En outre, les lois ne sont pas suffisamment disséminées au niveau des populations par les élus. Alors que dans une démocratie bien animée, ça ne devrait pas se passer ainsi. Ceux qui sont au pouvoir devraient être les ouvriers et metteurs en œuvre d'un processus partagé par les populations.

Adam Dicko, Directrice Exécutive de l'AJCAD :

" Le problème qu'on a au Mali est un problème de système et non d'hommes "

La jeunesse malienne est engagée depuis 1992 en s'y référant à l'historique de la révolution de Mars 1991. On voit que la démocratie malienne, c'est pour la jeunesse et pour les femmes. Mais malheureusement, les jeunes et les femmes n'ont pas pu être impliqués comme il faut. La victoire de la jeunesse a été un peu confisquée, ainsi que les femmes du Mali dans le processus de démocratisation du pays.

C'est un problème de système. La jeunesse n'a d'autre choix que de s'engager. Mais il y a tellement de défis que l'engagement de la jeunesse peine à avoir l'impact souhaité en un laps de temps. Le problème qu'on a aujourd'hui est un problème de système pas un problème d'homme. C'est le renforcement des capacités des jeunes qui peut permettre le changement du système.

Lars Olaf Sovndahl Petersen,

Secrétaire politique de l'Ambassade royale de Danemark

La jeunesse est au cœur de la politique du Danemark. Nous espérons, à travers le FAMOC, contribuer au développement des jeunes et par les jeunes eux-mêmes. La jeunesse a besoin d'être soutenue pour pouvoir améliorer la gouvernance au Mali. Le programme pays met l'accent sur la formation.

Mahamadou Sidibé, conseiller technique du ministère de la Jeunesse et des Sports

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la jeunesse a une approche globale au regard de tout ce qui l'entoure et pour l'avoir vécue cette période de démocratie. Les préoccupations des jeunes doivent être au centre.

Aboubacar Diabaté, président du CERM

Il y a trop de nostalgie. On a le sentiment que ça ne va pas. 30 ans dans la vie d'une nation n'est pas beaucoup. On est dans une situation consécutive, ça continue. Il nous appartient souvent de nous arrêter, voir le chemin parcouru, ce qui a marché, et ce qui n'a pas marché. Il y a des réajustements à faire. Tout n'est pas parfait mais tout n'est pas aussi négatif.

■ #FNDCA2019

VIBREZ AVEC MALITEL



SPiRiT

Pour une compétition encore plus intense Malitel offre aux fans la diffusion des matchs sur écran géant comme si vous y étiez.

Tous les jours de match retrouvez nous sur la place CAN et dans plusieurs quartiers de Bamako.

Au programme, des animations musicales, des offres promotionnelles et beaucoup d'autres surprises.

Profitez de chaque match, chaque but,.....

Avec Malitel, célébrez la fête du football Africain comme il se doit !

Malitel, proche de vous.

Musique : Une chanson d'Iba One dédiée à Leila Kane Diallo suscite la polémique

Après Tal B, le rappeur Iba One chante Leila Kane Diallo. Contrairement à celle de Halala, la chanson de Gladia est entourée de polémiques.

« Femme de classe, femme de valeur. Quand tu sors, tout le monde est ébloui », vante Iba One dans un morceau dédié à la femme d'affaires en concurrence avec Diaba Sora.

En effet, les deux très belles dames s'adonnent à une guerre de richesse. Chacune prétendant au trône de Reine d'or du Mali.

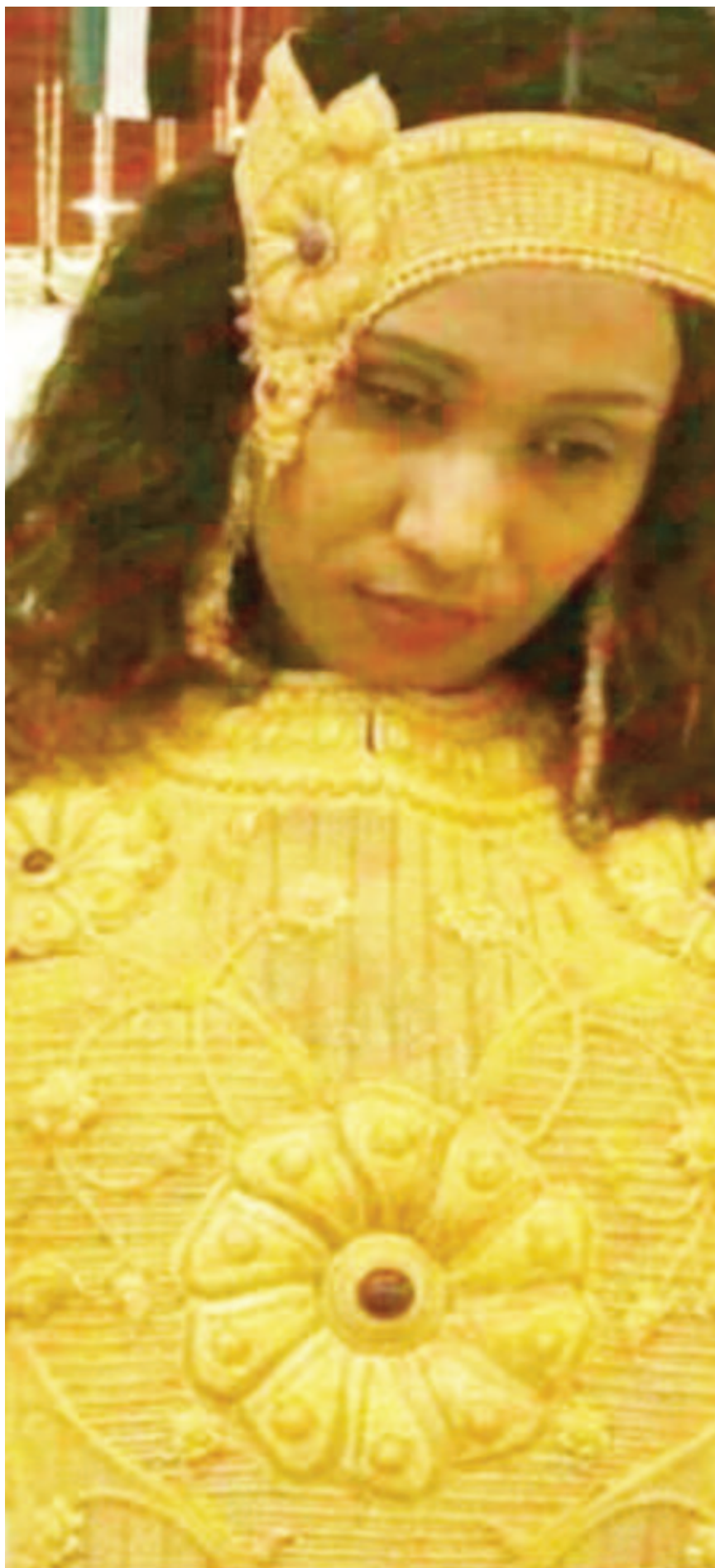
Leila Kane Diallo est « la Reine et la princesse », tranche Iba One dans sa chanson. Seulement voilà, le morceau n'est pas nouveau, défend le manager d'Iba One. Même si les paroles évoquent bien les rivalités de Leila avec d'autres femmes.

« Le son dédié à Leila est vieux de plus de 6 mois. C'était un son privé qu'Iba One a fait pour donner à Leila. À l'époque il n'y avait pas de conflit entre qui que ce soit, et Leila n'était pas connu comme ça.

Nous n'avons rien à voir de près ou de loin à cette guerre fratricide entre Diaba Sora, Mousso Sora & Leila », assure Kyassou P.

Le manager d'Iba One va plus loin en reprochant sa publication aux proches de Leila Kane Diallo.

« Publier ce morceau dans ce contexte sur les réseaux sociaux, relève de la mauvaise foi par les proches de Leila. Dans un conflit entre Dames, nous œuvrons pour l'apaisement, nous n'allons jamais prendre parti », indique-t-il.





Xénophobie en Afrique du Sud : Le sénégalais Cheikh Tidiane GADIO appelle à un sommet d'urgence sur la situation

Le parti de l'ancien ministre des Affaires étrangères n'est pas indifférent aux violences xénophobes qui secouent l'Afrique du Sud.

Dans le communiqué ci-dessous, le Mouvement Panafricain et Citoyen « Luy Jot Jotna » (MPCL) qui se demande « comment des Africains peuvent-ils se retourner contre d'autres Africains », appelle les Etats africains à se pencher sans tarder sur la question.

Comme tous nos compatriotes africains, les membres et sympathisants du MPCL (Mouvement Panafricain et Citoyen – Luy jot jotna), ont suivi avec une profonde consternation et une immense tristesse les tragiques événements en Afrique du Sud qui ont occasionné l'assassinat de sang-froid et au grand jour d'Africains innocents par d'autres Africains en terre africaine de l'Afrique du Sud.

Au vu de ses images insupportables d'Africains brûlés vifs ou lapidés à mort, sans aucune pitié

ni humanité, pour le seul motif qu'ils sont « des étrangers », « de pseudo envahisseurs » et « de pseudo voleurs des emplois des autochtones », le sentiment de honte ne peut que le disputer dans nos cœurs meurtris avec le sentiment de désespoir et de révolte par rapport à l'état global du continent africain humilié dans ce cas par ses propres enfants. Comment des Africains qui vivent les pires souffrances humaines depuis cinq siècles (le génocide de l'esclavage et la déportation brutale et meurtrière de nos ancêtres, la colonisation et le pillage organisé de nos ressources naturelles, l'apartheid et la confiscation de nos territoires et de nos îles, le génocide au Rwanda et les actes de génocide au Darfour ou contre des communautés ciblées, la balkanisation d'un continent potentiellement le plus riche du monde et de 30 millions de km² en 54 Etats nains, faibles et structurellement affaiblis...), comment ces Africains peuvent-

ils se retourner contre d'autres Africains et les massacrer sur la base d'arguments simplistes et populistes !

L'apport de tous les Africains à la libération de l'Afrique du Sud de l'oppression coloniale et spoliatrice du fameux système de l'Apartheid (de sinistre mémoire) est encore frais dans tous les esprits des Sud-Africains honnêtes comme le frère panafricaniste Jullius Maléma et bien d'autres leaders de ce pays frère que Nelson Mandéla, Winnie Mandéla et Steve Biko en particulier nous ont fait aimer tant et plus !

Notre parti salue les efforts de tous les pays africains qui ont immédiatement appelé à l'arrêt de la folie meurtrière et au sens de la responsabilité des autorités sud-africaines dont le discours trop modéré a surpris et déçu des millions d'Africains du continent et de la Diaspora. L'appel à éviter la logique symétrique de la vengeance honore les pays d'Afrique et constitue une désescalade salutaire.

Un Sommet extraordinaire de la SADC avec la participation de la Commission de l'Union africaine et de tous les présidents des quatre communautés régionales devrait être convoqués dare dare pour que l'Afrique se donne les moyens de dire « plus jamais ça ! ». Plus que « dire » il faudra pratiquer le « plus jamais ça » par des mesures préventives et des décisions fortes comme la suspension immédiate de toutes les instances et activités africaines du prochain pays qui serait coupable d'une tragédie aussi humiliante pour l'Afrique que celle survenue en Afrique du Sud.

Que ceux (Africains ou non) qui veulent profiter de ces événements horribles pour chanter la nième oraison funèbre du Panafricanisme et des États Unis d'Afrique déchantent très vite ! L'Unité de l'Afrique par des Unions politiques régionales vers les États Unis d'Afrique n'est plus un choix mais une obligation pour la survie et la Renaissance du continent assailli de toutes parts et sous les coups de butoir du Terrorisme international.

Notre seul et notre meilleur bouclier contre la récurrence de massacres interafricains est précisément le triomphe de la vision de Nkrumah, Cheikh Anta, Garvey entre autres : Une Afrique politiquement unie et économiquement forte qui rejoint sa juste place parmi les « World global payers » comme la Chine, l'Inde, les États Unis et l'Europe (si elle accepte de s'unir)!

Sidya Touré de la Guinée Conakry : «Un imam illettré m'a dit, tant qu'un problème ne s'est pas posé... »



La clôture des assises du Conseil National de la Jeunesse de l'Union des Forces Républicaines (UFR) a eu lieu ce samedi, 7

septembre, au siège national du parti à Matam. A cette occasion, Sidya Touré dans son discours de clôture a confié avoir eu une petite

discussion avec un imam familial, a affirmé que tant que le président Alpha Condé ne parle pas du troisième mandat il ne comprendra pas la rupture entre lui et les Guinéens

« (...) J'ai dit à un des Doyens de chez moi là-bas, j'ai dit : ah, il paraît qu'il y aura un discours du président aujourd'hui. Il dit mais discours sur quoi ? Et je lui ai dit probablement pour annoncer le troisième mandat. Il me dit « Allah kha a kha fala ». Ce que je vous dis, sur tout ce qui m'est cher, je lui dis "mais Aladji, pourquoi toi tu pries pour qu'il le dise. Il dit : tant qu'il n'a pas posé un tel problème, il ne comprendra pas la rupture qu'il y a entre les Guinéens et lui aujourd'hui. Ça c'est un imam illettré de là-bas hein, ce n'est pas un politicien. Il dit tant qu'un problème ne s'est pas posé, il ne saura pas à quel point les Guinéens réalisent qu'il y a eu rupture entre eux. Donc il faut qu'il parle de cela pour qu'on sache comment faire. C'est la même chose pour ces élections-là [législatives] », a-t-il confié.

France : L'ancien colonel libérien Kunti K. libéré pour vice de procédure



L'ancien colonel Kunti K. était incarcéré à la prison de Fresnes, près de Paris (image d'illustration).

Un tournant inattendu dans l'affaire « Kunti K. », du nom de cet ancien commandant d'un mouvement armé du Liberia, accusé de crimes

contre l'humanité et incarcéré en France depuis un an. Le prévenu a été remis en liberté ce vendredi 6 septembre, et ce en vertu d'un vice de procédure.

On ignore encore quelle erreur du juge d'instruction a permis la remise en liberté de celui

qu'on surnommait « Ugly Boy ». Ce qui est sûr, c'est que cette mesure exceptionnelle n'a pas été prise par la chambre de l'instruction sur la base du fond de l'affaire.

Kunti K., ancien colonel de l'un des trois groupes ayant pris les armes au Liberia contre Charles Taylor il y a plus de 20 ans, est mis en examen pour « crimes contre l'humanité, actes de torture et de cannibalisme, utilisation d'enfants soldats et esclavage ».

Il était incarcéré à la prison de Fresnes, près de Paris. Et selon une source proche du dossier, l'enquête avançait normalement jusqu'au grain de sable technique qui a fait dérailler l'affaire.

C'est un rapport et une plainte de l'association suisse Civitas Maxima, comportant des témoignages sur des exactions particulièrement odieuses, qui avaient conduit à son arrestation à Bobigny en septembre 2018, alors qu'il s'apprêtait à fuir vers le Portugal.

Il reconnaît avoir été le commandant d'un groupe de combattants, mais nie avoir commis les horreurs dont on l'accuse. Pour l'instant, les deux parties ne souhaitent pas faire de commentaires sur cet épisode. Kunti K. est désormais placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter la France.



Robert Mugabe : Le Héros et le Dictateur

Le vendredi, 06 septembre 2019, est mort dans un hôpital de Singapour, Robert Mugabe, premier Président du Zimbabwe et père fondateur du pays. Héros de la lutte anticoloniale, homme d'Etat, Robert Mugabe est à l'image de beaucoup d'anciens présidents africains tels Sékou Touré et Modibo Kéita. Adulé par ses compatriotes pour avoir lutté farouchement contre l'occupation coloniale britannique et pour la dignité et la liberté des Zimbabweens, Robert Mugabe s'est, par la

suite, révélé être un dictateur impitoyable pour tous ceux qui se sont opposés à son pouvoir, ternissant durablement son image. L'histoire de Robert Mugabe est celle d'un homme controversé, le héros et le dictateur, qui a été contraint à la démission par l'armée, celle-là même qui a été pendant 37 ans le soutien inconditionnel de son pouvoir.

Lorsque Robert Mugabe accède au pouvoir en 1980 en tant que Premier ministre, il a derrière lui un passé élogieux de combattant de la li-

berté. En effet, la Rhodésie du Sud, colonie britannique créée par Cécile Rhodes (dont il portera le nom), est un pays de Noirs dominé politiquement et économiquement par les Blancs ségrégationnistes à l'image de leurs congénères d'Afrique du Sud. Nationaliste et incapable de supporter la suprématie blanche, Robert Mugabe s'engage dans la lutte anticoloniale. « Nous lutterons par les armes jusqu'à l'indépendance », avait-il déclaré un jour.

Féru d'études, Robert Mugabe est diplômé d'enseignement dès l'âge de 17 ans. Il poursuit ses études en Afrique du Sud où il côtoie Julius Nyeréré, Kenneth Kaunda et plus tard Samora Machel, tous combattants indépendantistes d'obédience marxiste. C'est donc tout naturellement que Robert Mugabe, pourtant formé à l'école des catholiques jésuites, est très tôt acquis au socialisme à la chinoise, ce qui fait de lui une cible du pouvoir blanc de Ian Smith en Rhodésie du Sud. En 1961, en Rhodésie du Nord, il crée l'Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU), parti interdit par le gouvernement blanc d'Ian Smith. En 1963, Robert Mugabe crée son propre parti, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) dont il devient secrétaire général. En 1964, Robert Mugabe est arrêté avec d'autres chefs de file nationalistes et emprisonné pendant dix ans au camp de restriction de Gona-kudzingwa, à la frontière entre la Rhodésie du Sud et le Mozambique. Il étudie alors le droit et consolide son influence sur le mouvement





nationaliste.

À sa sortie de prison en 1974, Robert Mugabe s'engage dans la lutte armée qui prendra fin avec l'implication de l'Afrique du Sud. Le nouveau parti qu'il a créé, la ZANU-PF, remporte les élections et Robert Mugabe est nommé Premier ministre du nouvel État nommé Zimbabwe en 1980. Se conciliant avec la minorité blanche à laquelle il garantit la mainmise sur les terres agricoles et la richesse du pays, Robert Mugabe est élu Président au bout de 07 ans, à travers des élections ouvertes à toutes les communautés. Grâce à sa politique de réconciliation, au nom de l'unité nationale, le fondateur du Zimbabwe est adulé tant par ses frères que par la communauté internationale. Cependant le sentiment nationaliste prenant le pas sur la réconciliation, Robert Mugabe tombe dans une dérive autoritaire et organise une forte répression contre ses opposants. La réforme agraire qu'il entreprend en 2000 dépossède les fermiers blancs de leurs terres

qui seront redistribuées aux Zimbabweens noirs. Mais ces derniers n'ont ni la capacité financière ni les connaissances techniques agricoles pour exploiter au mieux d'immenses terres qui faisaient jadis du Zimbabwe le grenier de cette partie de l'Afrique. Il n'en fallait pas plus pour que les occidentaux se liguent contre Robert Mugabe, plongeant son pays dans une crise qui l'obligera à se tourner vers le FMI. Licenciements massifs dans la fonction publique, mesures de restructuration draconiennes mettent le pays à genoux et provoquent les premières grognes contre le héros de l'indépendance, grognes qui iront s'amplifiant d'autant plus que l'inflation galopante avait atteint des sommets avec la chute de la valeur monétaire et le bmocus du pays par les occidentaux. Au lieu de chercher à résoudre les nombreux problèmes économiques et sociaux qui ruinaient le pays en faisant appel à toutes les ressources humaines du pays, Robert Mugabe s'enferme dans son égo surdi-

mensionné et se met à dos ses principaux compagnons et collaborateurs.

En plus de la crise économique qui a ruiné le pays, le grand Bob fait désormais face à une crise politique aiguë qui atteint son paroxysme quand le Président nomme sa femme, Grace Mugabe, au poste de numéro 2 du parti en vue de sa succession à la tête de la ZANU-PF et plus tard à la tête du pays. Ce fut l'incartade de trop. Les forces armées de Zimbabwe, soutenues par les contestataires de la rue, sonnent le glas du pouvoir de Robert Mugabe qui sera contraint à la démission le 21 novembre 2017 après avoir été destitué à la tête de la ZANU-PF et exclu du parti qu'il a fondé. Emerson Mnangagwa, vice-Président destitué du parti, est désigné président et prête serment le 24 novembre 2019. Robert Mugabe et sa femme sont mis en résidence surveillée, sans volonté cependant d'humilier le vieil homme de 93 ans. Jusqu'au bout le fondateur du Zimbabwe aura tenté de s'accrocher au pouvoir qu'il aura exercé 37 ans durant malgré le dépit de ses compatriotes fatigués de ses contradictions et errements.

Incontestablement, c'est un des derniers héros du continent noir qui vient de disparaître en la personne de Robert Mugabe. Comme Sékou Touré, Modibo Kéita et Kwamé Nkrumah, Mugabe aura été un grand nationaliste dont l'ambition était de libérer son peuple du joug de la colonisation blanche et de lui redonner sa dignité. Mais comme ses devanciers, le fondateur du Zimbabwe aura manqué de Real politik et se sera enfermé jusqu'au bout dans sa logique personnelle en ne réalisant pas que ses compatriotes, dont la majorité est composée de jeunes qui n'ont pas été témoins de sa lutte patriotique, ne comprenaient plus ses longs discours qui ne prenaient pas en compte leurs difficultés quotidiennes. S'accrocher au pouvoir vaille que vaille n'est certainement pas la meilleure façon de servir son pays. Malheureusement cela est en passe d'être la règle en Afrique noire, souvent même de la part de Présidents qu'on prend pour des intellectuels. La démocratie en Afrique passera aussi par l'alternance pacifique qui donne l'occasion à tous les enfants du pays d'exercer le pouvoir suprême s'ils en ont la capacité et si leurs peuples le décident.

■ **Diala Konaté**



Burundi : Diplomates et proches de Nkurunziza réagissent au rapport de l'ONU



Doudou Diène, le président de la Commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi, appelle à la «vigilance» face aux violations des droits de l'homme dans le pays.

La Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi parlait d'un « climat de peur » qui règne dans ce pays, à moins d'un an des élections présidentielles, parlementaires et locales en 2020. Le ministre burundais des Droits de l'homme a refusé de s'exprimer avant d'avoir lui-même rencontré les experts et d'avoir officiellement reçu le rapport. Mais sur les ré-

seaux sociaux, les partisans de Pierre Nkurunziza ont multiplié les attaques contre les membres de la commission.

Dans son rapport, cette commission, créée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU en 2016, décrit comment des Imbonerakure, les membres de la ligue des jeunes du CNDD-FDD, ont commis des meurtres, des disparitions, des arrestations et détentions arbitraires, des actes de torture, ainsi que des viols contre des membres de l'opposition politique, réels ou présumés.

Avant même la publication des conclusions de

ce rapport, mi-août, le conseiller du président, Willy Nyamitwe, avait annoncé sur Twitter « la fameuse commission dirigée par Doudou Diène publiera un rapport politiquement motivé, commandité par l'UE contre le Burundi ».

Ce proche de Pierre Nkurunziza croyait savoir aussi que la Cour pénale internationale pourrait « sortir ses griffes » mais que toutes ces initiatives seraient sans effet. Le conseiller dit avoir été contacté par la presse cette semaine. Il assure que « le Burundi n'est plus intéressé de répondre aux mensonges et à la manipulation d'opinion de la part de certains Occidentaux qui ne visent que la déstabilisation du Burundi ».

D'autres officiels sont montés au créneau. L'ambassadeur du Burundi à New York parle du « complot de 2015 contre les institutions élues », souligne-t-il, « n'est ni mort, ni enterré ». Ninette Mutoni, la secrétaire nationale en charge de la communication du CNDD-FDD, y voit, elle, une « propagande occidentale », elle estime que le climat est plutôt « apaisé » au Burundi à moins d'une année des élections. Samedi, c'est l'ambassadeur Mfumukeko, secrétaire général de la communauté des États d'Afrique de l'Est qui s'est plaint à son tour. Ce diplomate burundais évoque des « clichés apocalyptiques et déclarations-chocs » qui n'aideraient en rien les Burundais, d'un déficit évident de nuances et d'impartialité. Selon lui, les ambassadeurs et experts de l'EAC auraient regretté que les membres de la commission n'aient jamais cherché à les rencontrer.

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

Nord de la Grèce: Un camp de migrants "pire" que Lesbos

Plus de mille migrants ont récemment été transférés dans le camp sans eau ni électricité de Néa Kavala, dans le nord de la Grèce. Ces exilés décrivent des conditions de vie pire que "l'enfer" de l'île de Lesbos par laquelle ils ont transité.

"Nous avons quitté Moria en espérant quelque chose de mieux et, finalement, c'est pire". Sazan, un Afghan de 20 ans, vient d'être transféré, avec mille compatriotes, de l'île grecque de Lesbos saturée vers le camp de Nea Kavala, dans le nord de la Grèce.

Après six mois dans "l'enfer" de Moria sur l'île de Lesbos, Sazan se sent désemparé à son arrivée à Nea Kavala, où il constate "la difficulté d'accès à l'eau courante et à l'électricité".

À côté de lui, Mohamed Nour, 28 ans, entouré de ses trois enfants, creuse la terre devant sa tente de fortune afin de fabriquer une rigole "pour protéger la famille en cas de pluie".

Mille réfugiés et migrants sont installés dans 200 tentes, les autres seront transférés "dans d'autres camps dans le nord du pays", a indiqué une source du ministère de la Protection du citoyen, sans plus de détails.

L'arrivée massive de centaines de migrants et réfugiés la semaine dernière à Lesbos, principale porte d'entrée migratoire en Europe, a pris de court les autorités grecques, qui ont décidé leur transfert sur des camps du continent. Car le camp de Moria, le principal de Lesbos, l'un des plus importants et insalubres d'Europe, a

dépassé de quatre fois sa capacité ces derniers mois.

En juillet seulement, plus de 5 520 personnes ont débarqué à Lesbos – un record depuis le début de l'année – auxquelles se sont ajoutés 3 250 migrants au cours de quinze premiers jours d'août, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

"J'espère partir d'ici très vite"

"Nous pensons que Moria était la pire chose qui pourrait nous arriver", explique Mohamed, qui s'efforce d'installer sa famille dans une tente de fortune. "On nous a dit que notre séjour serait temporaire mais nous y sommes déjà depuis deux jours et les conditions ne sont pas bonnes, j'espère partir d'ici très vite." Des équipes du camp œuvrent depuis lundi à installer des tentes supplémentaires mais les toilettes et les infrastructures d'hygiène ne suffisent pas. Le ministère a promis qu'avant la fin du mois, les migrants seraient transférés dans d'autres camps.

Mais Tamim, 15 ans, séjourne à Nea Kavala depuis trois mois : "On nous a dit la même chose (que nous serions transférés) quand nous sommes arrivés. [...] À Moria, c'était mieux, au moins on avait des cours d'anglais, ici on ne fait rien", confie-t-il à nos confrères de l'AFP.

Pour Angelos, 35 ans, employé du camp, "il faut plus de médecins et des infrastructures pour répondre aux besoins de centaines d'en-

fants".

Le gouvernement grec veut renforcer les contrôles

Plus de 70 000 migrants et réfugiés sont actuellement bloqués en Grèce depuis la fermeture des frontières en Europe après la déclaration UE-Turquie de mars 2016 destinée à freiner la route migratoire vers les îles grecques.

Le Premier ministre de droite Kyriakos Mitsotakis, élu début juillet, a supprimé le ministère de la Politique migratoire, créé lors de la crise migratoire de 2015, et ce dossier est désormais confié au ministère de la Protection du citoyen.

Face à la recrudescence des arrivées en Grèce via les frontières terrestre et maritime gréco-turques depuis janvier 2019, le gouvernement a annoncé samedi un train de mesures allant du renforcement du contrôle des frontières et des sans-papiers à la suppression du droit d'appel pour les demandes d'asile rejetées en première instance.

Des ONG de défense des réfugiés ont critiqué ces mesures, dénonçant "le durcissement" de la politique migratoire.

La majorité des migrants arrivés en Grèce espère, comme destination "finale", un pays d'Europe centrale ou occidentale.

"Je suis avec ma famille ici, nous souhaitons aller vivre en Autriche", confirme Korban, 19 ans, arrivé mardi à Nea Kavala.

"À Moria, les rixes et la bousculade étaient quotidiennes, c'était l'enfer. La seule chose qui nous reste maintenant, c'est d'être patients et de garder espoir", confie-t-il.





Éliminatoires CAN U23 : Maroc-Mali, tout se jouera au match retour

Le Maroc recevait le Mali ce samedi à Marrakech, le Mali, au compte de la 3^e et dernier tour des éliminatoires de la CAN U23. Les deux sélections se sont neutralisées (1-1). Malgré la titularisation de têtes d'affiche

comme Achraf Hakimi (Dortmund), capitaine, Noussair Mazraoui (Ajax), Youssef En-Nesyri (Leganes) et Hamza Mendyl (Dijon), les Marocains ont même concédé l'ouverture du score sur une attaque rapide conclue par la frappe puissante d'Ibrahima Koné (28e).

En-Nesyri a bien profité d'un bon centre d'El Morabit pour égaliser de la tête au retour des vestiaires (50e), mais cela n'a pas suffi aux hommes de Patrice Beaumelle, ensuite privés de Mazraoui, sorti sur blessure, pour s'imposer.

Tout se jouera à Bamako, dans une semaine, au Stade Modibo Keita, à 16h, au compte du match retour.

Un match nul sans but suffira aux Aigles Espoirs pour se qualifier pour l'Égypte 2019.

Découvrez la nouvelle plateforme

omni **LITE**

La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



«The end... big love !»: Samuel Eto'o raccroche les crampons

Après Barcelone, Samuel Eto'o a connu ses grandes heures sous les couleurs de l'Inter. Reuters

Samuel Eto'o prend sa retraite. Il l'a annoncé dans la nuit sur le réseau social Instagram. L'attaquant camerounais qui est considéré par beaucoup comme l'un des plus grands joueurs africains de tous les temps, quitte définitivement le terrain professionnel.

« The end (la fin), vers un nouveau défi »: c'est ainsi que l'attaquant star du Cameroun Samuel Eto'o, considéré comme un des plus grands joueurs africains de tous les temps, a annoncé sa retraite, à 38 ans, de Kinshasa où il participe au Forum économique Makutano. « Merci à tous, big love, adrénaline », écrit-il également dans le message posté sur son compte Instagram dans la nuit de vendredi à samedi.

Samuel Eto'o: «la suite, c'est de prendre du bon temps avec ma famille ! J'ai besoin de me reposer, j'ai couru pendant 24 ans...»

Conseiller du président de la CAF

Il jouait encore au Qatar, mais à 38 ans, cela faisait quelques années qu'il avait pris du recul avec le très haut niveau. Ces derniers mois on le croisait plus en costume qu'en short et en crampons. Il a ainsi été nommé en juillet dernier, conseiller du Président de la Confédération Africaine de foot -tout comme l'Ivoirien Didier Drogba qui a déjà lui pris sa retraite- chargé des relations avec les fédérations et autres confédérations.

Samuel Eto'o Fils, son état-civil complet, a remporté deux Coupes d'Afrique des nations (2000, 2002), une compétition dont il est le meilleur buteur historique avec 18 réalisations, et les Jeux olympiques, en 2000, avec le Cameroun. Il a disputé quatre Coupes du monde, de 1998 à 2014, et été élu quatre fois Joueur africain de l'année. Un record codétenu avec l'Ivoirien Yaya Touré.

L'attaquant formé au Real Madrid (1997-2000) connaîtra le succès en passant par les clubs

mythiques du FC Barcelone (2004-2009) et de l'Inter de Milan, en 2010 sous les ordres de José Mourinho. Son palmarès compte aussi trois Ligue des champions, et trois titres de champion d'Espagne entre 2004 et 2009 avec le Barça.

Idole absolue au Cameroun

À l'instar du mythique Roger Milla, c'est une idole absolue au Cameroun où il a l'oreille du président Paul Biya. Longtemps capitaine des Lions indomptables, le longiligne buteur (1,80 m) a souvent usé de son influence en équipe nationale et dans les instances pour faire passer ses options, mais il a aussi parfois eu maille à partir avec certains dirigeants ou sélectionneurs.

Au total, Eto'o a marqué 359 buts en 718 matches toutes compétitions de clubs confondues, et compte 118 sélections (56 buts, record national) en équipe nationale, selon le site spécialisé Transfermarkt. Certains lui prédisent un avenir politique à la George Weah, il rétorque que cela ne l'intéresse pas. Son rêve serait de devenir entraîneur.



Interview exclusive du Président IBK accordée au DG de l'ORTM

ORTM : Mesdames et messieurs bonsoir. Un an après son investiture pour son second mandat, le Président de la République nous reçoit au palais de Koulouba pour un entretien exclusif et à bâtons rompus. Avec lui, nous allons évoquer des sujets d'actualité tels que l'APOG (l'Accord Politique de Gouvernance), nous allons parler du dialogue politique inclusif avec le Triumvirat qui est déjà à pied d'œuvre, nous parlerons également de la situation des intrants agricoles, nous parlerons de la sécurité dans la région de Mopti, nous parlerons également des hélicoptères cloués au sol.

ORTM : Monsieur le Président de la République, bonsoir.

IBK : Bonsoir.

ORTM : Alors Monsieur le Président de la République 365 jours après le début de votre second mandat, comment vous sentez-vous ? Toujours la même envie ? Toujours la même passion pour le Mali ?

BK : Evidemment sinon je n'en serais pas. Je crois que l'on ne peut jamais se lasser de servir avec passion ce pays qui nous a tout donné, qui m'a tout donné et je crois que la moindre de choses, c'est le servir au mieux de nos forces, au mieux de nos capacités, ce à quoi je me livre quotidiennement et nuit et jour, avec passion. Parce que je le sens ce pays, je le vis, il est en moi et je pense qu'il le mérite également. Quand je vois aussi tout l'intérêt qu'il suscite auprès de nos amis du monde entier, j'ai eu l'occasion encore de m'en rendre compte, comme vous l'avez suivi ces derniers jours. C'est donc avec passion que je suis encore au service de ce beau pays qu'est le Mali.

ORTM : Alors les 52 semaines passées auraient été riches en événements. Il y a d'abord eu au plan politique la signature de l'APOG qui a été signé le 2 mai 2019, alors est-ce qu'on peut dire quelque part monsieur le président qu'il s'agit là de la matérialisation de votre politique de la main tendue ?

BK : C'est un des aspects. Et sûrement pas le moindre. Et puis j'aime bien le terme APOG. Si mes petits souvenirs de mathématiques restent encore vivaces, l'APOGEE, c'est la montée et donc, je pense que ce n'est pas la fin, c'est un point, un point assez haut. Donc je crois que c'est une bonne chose que cet accord politique de gouvernance qui a vu certains de nos frères de l'oppositions et non des moindres accepter notre main tendue et cette confiance également au service du pays et qui, depuis sont au service du Mali de manière absolument déterminée et loyale. Je sais que le Mali est en chacun de nous et nous le servons avec loyauté avec détermination également et avec compétence. Et c'est ce qui en train de se faire aujourd'hui. Je m'en félicite. Je crois également que dans les temps à venir d'autres frères qui sont dans le doute par rapport à nos intentions ou dont la confiance en nous n'est pas encore assez confortée, auront l'occasion de se faire une autre opinion, une autre religion et de comprendre que nous n'avons, nous, comme projet que le Mali, le Mali, le Mali et je crois que ce serait l'intérêt de tous et surtout le bénéfice du Mali. In Cha Allah.

ORTM : L'un des grands chantiers de votre quinquennat, c'est le Dialogue Politique Inclusif (DPI), le Triumvirat a été installé, le Comité National d'Organisation également qui est à pied d'œuvre, est-ce que quelque part ce DPI est une Conférence Nationale bis qui ne dit pas son nom ?

BK : Uhn Uhn, non non. Je crois que rien n'interpelle une conférence souveraine. Comme certains se plaisent encore à le penser. Je crois qu'il faut mettre les choses en ordre. Et chacun dans le cours du parcours aura fait des constats de l'exigence d'aujourd'hui, de la nécessité aujourd'hui, d'un échange entre les enfants du Mali, d'un dialogue approfondi entre les enfants du Mali, sur toutes les thématiques qui s'offrent à nous aujourd'hui. Dans le domaine politique, dans le domaine social, dans le domaine économique et surtout, surtout dans le domaine du vivre ensemble, les questions de paix et de sécurité. Voilà des sujets assez importants,

assez préoccupants qui ne serait-ce qu'à ce niveau-là suffirait déjà à nourrir un échange entre maliens. Donc, c'est un DNI entre maliens, si nous arrivons à le conduire sur ce terrain-là, nous aurons quand-même servi le pays avec beaucoup de foi et c'est qui est attendu de nous, pas une conférence nationale souveraine.

ORTM : Et votre souhait est que tout le monde puisse participer à ce DPI ?

BK : Tout le monde sans exclusion aucune. Et je crois que le Triumvirat dont je salue vraiment le dévouement à la tâche, l'engagement total, patriotique. Ces 3 hommes et femme : notre oncle Baba Hakib Haidara, notre ainée Ousmane Issoufi Maiga et notre sœur Aminata Dramane Traoré ne sont plus à présenter aux maliens. Et depuis qu'ils ont été désignés par nous, chacun les voit allant et venant, recevant de jour comme de nuit les uns et les autres, sans exclusion aucune, sans exclusion aucune. Et c'est cela qui j'attendais d'eux, qu'ils convient chacun à ce dialogue que je souhaite le plus inclusif qui soit. Et je crois qu'à l'arrivée ce sera sûrement le cas. Et l'ambassadeur Diarra également que nous avons décidé d'appeler pour qu'il s'occupe de l'organisation sous l'égide de ce Triumvirat-là. Et je crois que tout cela se passe en bon ordre. Aujourd'hui a commencé, je crois, un atelier qui va se poursuivre encore demain. Et je pense que les choses se passent bien. Nous irons aux termes de ça In Cha Allah.

ORTM : Vous l'avez dit, les ateliers thématiques ont commencé ce mardi. Alors faut-il s'attendre à un processus long ou à une démarche qui va s'inscrire à court terme ?

BK : Je crois que le Congrès de vienne a vécu. Il ne faudrait pas que l'on arrive à dire que bon la salle de bal est fermée. Quand le Congrès devient finalement un bal qui ne se termine pas ce n'est pas souhaitable. Nous sommes au chevet d'un pays qui est malade, un pays qui a besoin de décisions urgentes, de décisions fortes et donc il faudrait que se hâte lentement et donc, ce sera souvent le cas. Mais le rythme et tout cela sera vu par les acteurs, qui sont vraiment dans toute liberté. Mais je souhaite que les choses vraiment se fassent en sorte que nous ayons un terme assez rapidement que déjà, lorsque nous nous rendrons aux Nations Unies que nous ayons des choses fortes à dire en le nom du Mali. C'est bon, c'est ce que nous

souhaitons.

ORTM : Alors il y a eu l'APOG, ensuite ce DPI est-ce qu'au sortir faut-il s'attendre à une nouvelle équipe, une nouvelle étape ?

BK : Vous allez vite (rire), vous allez vite. L'équipe à peine mise en place, vous envisagez déjà le changer. Bon je pense que dans tous les cas, l'équipe elle-même est venue sous ce contrat-là. Que bon, nous n'avons pas de tabou à ce niveau-là. L'évolution interne, au plan politique déterminera la suite des événements. Et nous ferons en sorte que ceux qui vont gérer soit, tout à fait en conformité des grandes décisions qui seront prises pour la mise en œuvre de ces décisions-là. Donc ces choses-là seront déterminées en le temps où il faudra et sous les formes qu'elles conviendront à le mettre en œuvre.

ORTM : Et dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger, la question de la situation de Kidal semble véritablement poser problème. Au mois de juin dernier, vous en avez parlé au cours d'une interview. Votre homologue du Niger pense que Kidal constitue une menace pour son pays et la MINUSMA décrit souvent la versatilité de certains acteurs et pour l'opinion nationale, Kidal ressemble plus à une enclave, à un état dans un état. Qu'est-ce que vous en pensez monsieur le président de la république ?

BK : Oh ! Kidal ne sera jamais une enclave. Mais, il y a un problème à Kidal, il y a un problème à Kidal et ce n'est pas moi qui le nierais. Je crois que cela tient aux circonstances particulières auxquelles nous avons assisté lors des événements dans le nord du pays. Je crois que c'est ... qui étaient soulevées dans certaines capitales la manière dont nos troupes pourraient se comporter. A quoi d'ailleurs j'avais dit à l'époque, avec beaucoup de rage, nous ne sommes pas des soudards. Notre armée n'est pas dans les mains des soudards. Nous savons nous comporter. Et il reste que par la suite, l'accord pour la paix et la réconciliation, nous a engagé dans un processus évolutif, par rapport à Kidal d'une manière générale et à certaines régions nord, qui est en cours d'ailleurs. Et je note avec satisfaction

que, seulement hier il y a eu à Bafo cette incorporation d'éléments des jeunes nouveaux et le retour également de ceux qui étaient partis de l'armée malienne et qui sont revenus au saint des FAMAs. Tout cela est de bon augure et d'une bonne tendance et je crois que l'armée reconstituée sera vraiment l'armée nationale du Mali, cela va beaucoup jouer pour la stabilisation du Mali. Kidal, nous allons en parler dans les 2 jours qui viennent avec notre frère et cadet, le président Mamadou Issoufou du Niger qui viendra pour une visite de travail au Mali...nous en connaissons à ce moment-là. Je crois que Kidal aussi aspire à la paix aujourd'hui. Les habitants de Kidal, j'ai été à Kidal, j'ai passé une nuit à Kidal, de manière très conviviale, très fraternelle, accueilli par une population qui accueillait son chef de l'Etat. Et bon, certains...auxquels j'ai répondu. C'est normal d'ailleurs. Avec tout ce que nous avons connu, c'est le contraire qui eut été surréaliste, mais je pense que Kidal n'est pas une enclave et ne saurait jamais l'être. Il n'est pas question de 2 ou 3 Mali. Quand j'entends ça, je souris tout doucement, parce que je crois que en matière de ...patriotique, nous n'avons pas beaucoup de leçons à recevoir. Mais je laisse chacun à aller dans ses lubies. Moi, je sais ce qu'est le Mali, je sais mon engagement pour le Mali qui ne date pas aujourd'hui. Que d'ailleurs chacun sait. Et qu'en d'autres temps, ceux-là même qui disent le contraire aujourd'hui, l'avaient proclamé assez, avec assez de force : IBK on peut tout lui reprocher sauf qu'il n'est patriote. C'est un patriote. Si j'entends le contraire aujourd'hui, je dis O tempora O mores ! Mais c'est ça aussi la politique quand elle devient politicienne.

ORTM : Alors là, vous avez placé votre mandat sous le signe de la jeunesse, au-delà donc de la promotion de certains jeunes, que comptez-vous faire concrètement, monsieur le Président de la République pour cette jeunesse entreprenante mais une jeunesse de plus en plus frondeuse, on l'a vu avec les jeunes, le mouvement Sirako par rapport à Kati et Kayes, et on le voit avec Tombouctou également les jeunes qui se soulèvent ?

IBK : Monsieur le DG, je suis très content de cette question. Tu sais quand on dit la jeunesse, le mandat sous le signe de la promotion

de la jeunesse, d'aucun peuvent penser qu'il y a de la démagogie ou que l'on donne quelques 2 ou 3 postes à quelques jeunes, comme vous d'ailleurs, bon, on peut penser que c'est cela. Non, non. Moi j'ai le souci de l'employabilité et le plein emploi pour la jeunesse du malienne. Et que l'on puisse trouver des créneaux porteurs, toujours en plus grand nombre pour l'insertion des jeunes, est mon plus grand souci. J'en ai encore parlé, il y a 2 jours avec le président Erdogan, qui est prêt à me donner un grand coup de main à ce niveau-là. Et donc, il s'agit de créer des opportunités pour les jeunes du Mali dans tous les domaines. Et les filières porteuses, nous en avons au Mali, nous en aurons de plus en plus également ici. Je souhaite également, que nous ayons des centres d'apprentissage en plus grand nombre pour la qualification de notre critère humain et notamment les jeunes. Donc, pour moi, c'est en terme, au bout de l'exercice, combien de centaines, de milliers de jeunes auront un emploi stable...c'est ça mon souci, emploi qualifié. C'est eux qui vont porter le Mali. Et c'est pour cela, ces jeunes-là qui me va moi. Je pense qu'être brocardé tous les jours, d'être tous les jours d'un lynchage permanent des gens qui vous savent, qui savent votre qualité et qui feignent de l'ignorer, mais tout ça fait partie du jeu. Je l'accepte allègrement par rapport à la jeunesse du Mali à laquelle je dois, je me dois de faire en sorte qu'elle ait un avenir sûr. Et des institutions solides qui survivent aux hommes, parce que les hommes passent. Nous ne sommes rien du tout. Mais un pays qui a des institutions fortes est un pays sur de bons pieds. C'est pour cela que les réformes politiques et institutionnelles sont absolument nécessaires et incontournables. Là aussi, j'entends beaucoup, beaucoup de thèses, mais la réalité, elle est tout simple. Simplement, une Constitution est faite par des hommes pour gérer leur vivre ensemble dans un temps donné. Et dans le cours de ce temps-là, il peut leur être donné de constater ça et là des corrections à opérer. Et le faire n'est pas interdit. Et je ne crois pas qu'il y a un fétichisme à observer à ce niveau-là. Je ne pense pas. En tout cas ce n'est pas mon cas et ce n'est pas le souhait des maliens non plus à ce que je sache. Donc, le débat national, ça va être utile à tous égards pour que vraiment, au sortir, nous ayons un partage d'opinions à hauteur égale. Voilà. Donc, le mandat sous l'insigne

honneur de la jeunesse n'est pas un leurre, c'est une volonté délibérée. C'est la même chose quand je dis que je souhaitais que notre monde rural ait un meilleur sort. Qu'il n'est pas normal que quand on voyage dans le Mali profond qu'on ait le sentiment d'une immobilité du temps, non... Et à nous de faire en sorte de rendre contemporain notre monde rural, de le hisser au niveau contemporain. Ce n'est pas normal qu'il soit privé de ce progrès de ce monde-là. Pareil pour la jeunesse.

ORTM : Et il ya comme un état d'esprit chez une partie de cette jeunesse qui réclame une sorte de rédévabilité de la part, en tout cas des pouvoirs publics, cela amène certainement à une bonne communication de la part du gouvernement ?

IBK : Et elle a bien raison. Et j'avoue qu'une jeunesse amorphe ne me rassurerait pas du tout. Que notre jeunesse montre qu'elle a du sang, qu'elle vibre, qu'elle est active, qu'elle sait demander des comptes quand il faut, pourquoi pas ? Et cette histoire de Sirako, moi, ne m'a pas du tout inquiété. Il se trouve que c'était très simple. Et quand on a expliqué, et l'agenda du chef du gouvernement qui a été grandement mené, avec intelligence, qui l'a conduit sur cette piste-là et quand il a dialogué avec les uns et les autres, la compréhension est revenue. Et c'est ça une démocratie. Elle n'est pas de hargne, elle n'est pas de haine, elle n'est pas d'exclusion. Elle est de compréhension et d'échange. Elle est de respect et de considération. La jeunesse veut être respectée la jeunesse veut être considérée. Et on la considérera, on échangera avec elle. Parce qu'on travaille pour elle. On ne peut pas craindre cette jeunesse malienne-là. Non, non. Moi, je ne suis pas un néophyte de la politique hein. Je pense que, et puis j'ai été jeune militant, moi aussi. Je sais, j'ai goûté à certaines salles de garde dans certaines capitales. Donc, je crois que pour cela, je ne peux pas être effarouché par une jeunesse qui est un peu en ébullition par rapport à telle ou telle attente, par rapport à telle ou telle impatience. C'est normal, c'est sain.

ORTM : Est-ce qu'il n'y a pas un risque de contagion avec les jeunes de Gao et de Tombouctou par exemple qui peuvent se lever pour réclamer la même chose ?

IBK : Non. Je crois que là, aussi, il faudrait faire attention à ce niveau-là. Il y avait eu manifestement une manipulation de l'information. On a prêté des propos au chef du gouvernement qu'il n'a pas tenus... C'est tellement saugrenue... ce n'était même pas la peine de s'y arrêter. Mais on est dans le temps de l'information on a un chargé de la communication de l'information. Vous savez c'est vous qui régnent maintenant, et en bien ou en mal. Dès que ça part, paf, c'est en boule de neige. Mais c'est vite rétabli. Et puis le ministre de l'agriculture se trouvant là-bas aussi, les choses ont été vite rétablies. Et il n'est pas question d'un Mali à 2, 3 ou 4 vitesses. Le Mali notre souci constant dans tous les domaines et dans toutes les régions. Et tous les peuples du Mali se valent et ils ont tous pour nous le même intérêt. Et nous avons devoir de les hisser tous à un niveau de développement souhaitable, convenable et digne du 21ème siècle. C'est clair. Et le premier ministre qui est jeune, très jeune aussi d'ailleurs, ...

ORTM : Alors nous allons rester avec le front social, pour évoquer l'accalmie qui règne après les grands mouvements de débrayage. Que comptez-vous faire, aujourd'hui, Monsieur le Président pour maintenir cette dynamique afin d'éviter d'autres poussées de fièvres ?

IBK : Déjà ce dialogue-là et ensuite, auprès de nous-mêmes, un comité qui va suivre pour moi, tous ces accords-là. Et pour que l'Etat ne soit plus surpris en manque d'esprit d'engagement. C'est très important pour moi. Un Etat souverain ne s'engage que quand il peut et sur ce qu'il peut faire. Dès qu'on prend l'engagement on doit l'exécuter. Donc par le passé ça a manqué quelques fois. D'où le sentiment de frustration et de révolte dans le monde du travail. C'est normal. Ce syndicalisme, je l'ai fait aussi. Donc, je sais. Ces choses-là ne me surprennent pas, ne m'effraient pas, non ne m'inquiètent pas outre mesure. Et pourvu que nous sachions, nous, gouvernement, maintenir vraiment le dialogue au niveau souhaitable, dans la plus grande considération dans le monde du travail et dans un échange fécond avec les travailleurs, et sans tabou, leur ouvrir les dossiers, leur dire les réalités. Et je pense que si nous étions des hommes d'intérêt, ça se serait su, ça se serait su depuis tellement longtemps que je ne vais pas m'effrayer de ces choses-là qu'on essaie de colporter aujourd'hui, concernant notre gestion

et notre personne. Ça n'a pas d'importance. On nous sait.

ORTM : Mais quand on comparait cette accalmie actuellement à l'irruption qu'on a connu il y a quelques temps, on peut se demander qu'est-ce qui n'a pas marché ?

IBK : La communication ! Ah oui ! Sans ambages, Salif, c'est la communication ! Je dois dire, s'il y a un domaine, je le dis encore une fois avec le mot, et je crois que, quand-même on fasse la gentillesse de penser que je comprends un peu la langue de Molière, nous avons été de piètre communicateur. Fort heureusement, dans ce pays, les bonnes volontés sont toujours à l'œuvre. Et c'est le lieux pour moi de saluer, l'initiative des autorités religieuses, et là, je pense à Cherif Ousmane Madani Haidara, je pense au cardinal Jean Zerbo, je pense à l'Imam Mahamoud Dicko, je pense à l'Eglise Protestante... qui se sont mis en mission en Europe, qui ont fait le tour de l'Europe en mini bus pour expliquer ce qui s'est passé au Mali que nous sommes pas du tout en train ici, d'exterminer un peuple, que non, surement pas, que ce n'est pas le genre de la maison. Qu'il y avait une mauvaise communication à ce niveau-là que la réalité était tout autre. Et ça a beaucoup aidé. Donc, sans aucune espèce d'hésitation, là où nous avons péché c'est la communication.

ORTM : Et cela demande de la proactivité ?

IBK : Absolument ! Nous avons été piètres la dessus, je le confesse.

ORTM : aujourd'hui les réglages ont été faits ?

IBK : Ils sont en train d'être faits. Mais ce n'est pas encore suffisant pour moi. Je trouve que jusqu'à présent, c'est assez timoré pour moi. Et nous gagnerons beaucoup à aller d'avantage.

ORTM : Monsieur le président, au plan sécuritaire la région de Mopti a subi de nombreuses attaques barbares et meurtrières, vous vous êtes rendu sur le terrain à deux reprises, le Premier Ministre aussi y est parti également à deux reprises et vous avez également nommé l'ancien président de la transition le Pr Dioncounda Traoré votre Haut représentant pour le centre. Aujourd'hui, qu'elle est votre stratégie pour pacifier la région

de Mopti ?

IBK : Je pense que beaucoup a été fait. Déjà sous le gouvernement SBM, en son temps s'était employé beaucoup. Il s'était beaucoup dépensé dans le centre. Cela doit être dit et redit et créant des conditions nouvelles... c'est lui, programme de sécurisation du centre... et le premier ministre nouveau, Boubou Cissé a pris le relai avec beaucoup de courage, avec beaucoup de conviction, par des séjours cette fois-ci avec Mopti comme hub et puis il l'a germé sur la région. Il a fait de manière assez heureuse. Je pense que le premier ministre Boubou a amplifié l'évènement qui avait été mis en place. Et ce nouveau maillage territorial, plutôt heureux, on a quand-même compris aussi, qu'on n'est pas totalement bête hein. Bon il y a quand-même un peu de place encore pour l'intelligence. Le maillage administratif, le faire est une bonne chose. Et on en a vu ici, d'ailleurs c'était l'un des derniers ... de gouvernance du premier ministre Boubou. Quand on a distribué des véhicules aux sous-préfets de cette zone-là. C'était une aberration énorme. On s'est rendu compte que nous avions des sous-préfets, nous avions des commandements qui n'avaient aucun moyen logistique. J'ai dit quand-même, comment atteindre d'autres résultats ? C'était la veille de son départ d'ailleurs et c'était heureux. Mais cela non plus ne suffisait pas. Il aurait fallu que le ministre de la défense Dahirou Dembélé donne un grand coup de fouet, lui aussi en allant au contact des troupes en les galvanisant et en faisant en sorte, avec son collègue de la sécurité qui est également auprès de ces nouvelles autorités administratives un minimum d'élément de sécurité, de cordon de sécurité, qui rassurait et les populations et les administrateurs eux-mêmes aussi. Bon, tout ça c'est des résultats assez heureux. Les effets heureux ont été quoi ? C'est le retour de beaucoup de populations, et la réouverture également d'écoles qui étaient fermées et dont certaines semblaient de manière irrémédiable. Donc, beaucoup de choses qui sont dans l'évolution positive.

La nomination de notre aîné le Pr Dioncounda Traoré, n'obéit pas à un réflexe politicien. Moi, je ne suis pas dans ça moi. Non, non. Je pense que tout le monde sait l'homme, connaît l'homme, sa capacité d'écoute, sa patience et sa disponibilité qui s'est offerte à nous et qui était constamment auprès de nous et nous

avons donc, estimé qu'il fallait lui confier cette mission-là qu'il a accepté de bien bonne grâce. Et il n'y rien d'autre la dedans. Je pense que toutes les bonnes volontés qui voudront vraiment, dans l'intérêt du pays, par patriotisme, l'accompagner seront les bienvenues. Et c'est comme ça qu'il faut envisager les choses de la nation. Pas toujours de manières mesquines, de manières subjectives, non, je ne suis pas dans ça. Ce n'est pas mon problème. Le Mali est trop grand pour ça.

ORTM : comme ça, vous avez une politique des petits pas pour maximiser le résultat.

IBK : Absolument. Absolument ! Et ça c'est, je crois que les grands éclats, les grands coups se passent, et certains sont en train de nous donner des leçons à ce niveau-là. On est en train de voir au niveau mondial, comment les gens arrivent à rapprocher les points, les positions, mais qui semblaient être antagoniques et antagonistes et de plus et forts éloignés par une intelligence de la gestion des hommes, des relations entre les hommes. Ça fait des effets, ça les fait. Tel qu'on croyait irrémédiablement, fâché, irréductible à l'opposé là-bas, pas ou possible, tout cela peut se mettre en contact de manière heureuse. ... Il y aussi l'initiative singulière et personnelle, dont celle qui a eu lieu à Macina et oui avec l'engagement de personnalités dont chacun a salué le courage et surtout le patriotisme autour du chef du gouvernement. Cela aussi a été heureux. Qui a abouti à un désarmement réel des gens et aussi à une retrouvaille d'union des cœurs pour des gens qui ont toujours vécu en symbiose. Et les Bozos, les Bamanans, les Peuls dans ce Macina historique. Ce Macina de Sékou Amadou, où l'entente, le dialogue, l'échange étaient la règle. Pensez-vous déjà, au 19ème siècle, en son temps, ce monarque avait imaginé un code de gestion des parcours pastoraux. Dès lors, s'agissant des gens de même confession souvent, ou en tout cas des familles qui ont l'habitude de la convivialité et la coexistence. Imaginez des règles de voisinage qui ne dérangent pas. Comment traverser tel champ, telle place à tel troupeau qui doit passer. Ça été fait intelligemment. Et ça s'était poursuivi jusqu'à aujourd'hui. A travers la commission de bourgoutière à Mopti qui se réunit annuellement pour en connaître. Tout cela notre peuple

est un peuple décomplexé. En tout cas devrait l'être. Tu vois, j'ai dit que si nous le savons, nous sommes à l'aise, nous serons à l'aise dans ce monde aujourd'hui. Ceux qui sont passés avant nous, ceux qui nous ont devancés ont été des hommes de foi de cœur et qui ont su gérer leur monde contemporain et les relations de l'écosystème de leur temps. Ils ont su le gérer. Pourquoi nous n'allons pas essayer de faire la même chose. Voilà.

ORTM : Au plan sécuritaire, monsieur le président, on parle beaucoup de la montée en puissance de nos forces de défense et de sécurité. Mais ces derniers temps l'actualité a été beaucoup marquée par cette histoire d'hélicoptères cloués au sol ou bien de super Tucano qui n'arrive pas à accomplir leurs missions faute de viseurs. Alors en tant que chef suprême des armées, qu'est-ce que vous pensez de cette situation ? Vaut-il y avoir des sanctions ou pas ?

IBK : Vous savez, les choses militaires n'aiment pas beaucoup de bruits. C'est moi qui ai parlé de l'hélicoptère cloué au sol. Et il ne s'agit pas d'en faire tout un plat. C'est un hélicoptère. Un hélicoptère qui a eu un problème dès l'abord. Et mais ça, c'est en examen et les conséquences en seront tirées c'est clair. Mais cela dit, dire que tous les hélicoptères sont cloués au sol, que nous aurions fait des mauvais achats, que nous avons fait ceci, cela, non. Soyons dans la mesure, soyons dans la mesure. Pour ces questions-là, de gestion, pour ces questions de détournement de ceux-ci ou de ceux-là, je suis à l'aise, je suis à l'aise. Et qu'on n'oublie pas que je suis assis autour de certaines tables sous régionales. Mais moi, je ne gère pas ça. Je ne suis pas à ce niveau-là. Moi, je me situe à une autre échelle. Et mais, vraiment qu'on soit un peu plus modéré dans les propos. Que l'on soit plus responsable. La gestion d'État ce n'est pas n'importe quoi. Quand on y aspire on doit faire attention. Je suis à l'aise et je suis très serein. J'entends beaucoup de choses, de cris d'orfraie. Ce n'est pas pour faire de la molle prose. Ces cris d'orfraie ne sauraient m'effrayer, pas du tout. Je pense que vraiment l'armée sait ce qui a été fait pour sa requalification. Elle le sait. Que ce soit en termes de condition des hommes, des conditions de service, en termes d'équipement des hommes de l'armée malienne. Des

hommes de troupes au général de division, chacun sait, ce qui a été fait dans le cours de lapse de temps qui m'a été imparti et qui va s'amplifiant. Il y a juste une semaine, nous avons reçu un hélicoptère nouveau MI35, un hélicoptère de combat qui a été monté ici, qui est à l'essai en ce moment. Ce sont des réalités. Moi, je ne dis pas les choses comme ça. Je ne veux pas dire n'importe quoi. Ce n'est pas responsable. L'armée malienne est en qualification accélérée. Et elle sait également le souci que nous avons d'elle. Je l'ai dit, arrivant aux affaires que ma première mission serait, même avant les élections, que si un jour j'avais droit au chapitre-là dans ce domaine, et je l'ai aujourd'hui en tant que chef suprême des forces armées, ce serait mon honneur, ma dignité et mon devoir absolu prioritaire, de faire en sorte que l'armée malienne ait le moyen de ses missions. J'ai rappelé cette image-là qui me hante toujours hein. De ces 2 soldats dans la cour de Gao, dont l'un caparaonné à souhait, avec tout l'équipement moderne et à côté un soldat malien presque dépenaillé, en sandale avec un fusil j'ai même osé dire lebel. Bon, j'avais un peu caricaturé un peu mais, c'est un peu ça. Et cette image-là m'avait heurté jusqu'au plus profond de mon être. Et j'avais dit que le jour où j'aurais la décision, je ferai en sorte que l'armée ait les moyens de ses missions. Et c'est pour cela, que j'ai considéré comme un devoir de première offre, de premier plan l'adoption par l'Assemblée Nationale d'une loi d'orientation et de programmation militaire. Nous en sommes à sa 2ème édition. Nous allons faire l'évaluation. Et soyez sûr que tout sera passé au peigne fin. En termes d'achat, en termes d'équipement et en termes d'allocation idoine, par rapport à ce qui a été projeté et à ce qui a été réalisé. Il n'y a aucun doute là-dessus. Je n'ai pas de leçon à recevoir de qui que ce soit. J'ai dit pour ces questions de gestion-là, soyons prudent. On monte à l'arbre quand on n'a pas le fond du pantalon troué hein. (Rires).

ORTM : Monsieur le président, au plan agricole, le Mali a de quoi être fier avec 15% de budget national consacré au secteur, et également avec les performances enregistrées, toutefois à ce niveau, l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Des difficultés demeurent, notamment au niveau des intrants agricoles. Et est-ce la faute de l'Etat ou alors à ces ai-

grefins dont vous avez parlé lors du conseil supérieur de l'agriculture ?

IBK : Je crois que j'ai eu un petit coup de colère. Et ce qui est bon dans ce genre de situation. Vous savez, il y en a qui ont le chic de poser les situations de manière toujours pas honnête. Mais ...pour leurs frais, parce que rien ne passera. Ça c'est claire. J'ai dit que par volonté délibérée nous avons choisi de hisser à 15% la part du budget dévolue à l'agriculture. Dans un raisonnement tout simple. Ce pays est un pays à vocation agropastorale. Nous avons des atouts, nous avons beaucoup de choses dont il faudrait que nous prenions plus soin d'avantage, notamment le fleuve Niger. C'est un bijou que nous avons, mais de voir comment il est torturé aujourd'hui. Et c'est pour cela que j'apprécie les efforts du ministre des mines et de l'environnement pour sortir du lit du fleuve toutes ces dragues-là qui ne sont pas de bel effet, qui défigurent notre plus beau Djoliba qui l'empoisonnent également en y mettant les produits que l'on sait. Donc, je dis que l'agriculture malienne se devait d'être reconnue comme l'élément moteur de développement de ce pays. Ce n'est pas l'or..... Moi, je tiens, moi que l'or vert qui fera le bonheur du Mali. Et on a des atouts et ces atouts-là ne demandent qu'à être mis en condition de donner leur maximum, leur plein effet. Et 15%, cela n'a pas été en vain... Mais ça n'a pas été en vain. Le monde paysan a répondu fabuleusement. Je voudrais féliciter le monde rural, nos paysans pour leur courage, leurs bravoures, leur détermination à faire aujourd'hui que la sécurité alimentaire du Mali soit assurée. Et elle l'est aujourd'hui. Plus de 10 millions de tonnes de céréales. Ce n'est pas rien. On en était à 5. Et également, rien qu'en riziculture, nous avons 2200 nous sommes à 2700. Il y a des gains, il ya des bons. Le coton, je n'aime pas trop en parler, parce que bon c'est du cocorico-là pour nous. Notre cocorico à nous. Mais, là-dessus, soyons un peu modeste. Si nos stocks sont encore assez importants, nous sommes gênés de voir que nous n'avons pas une capacité de transformation à la hauteur. Ça c'est très gênant de le dire et de le répéter, de le dire et de le répéter. C'est pour cela que, partout où je vais, disant et redisant qu'il faut que nous soyons aidés pour la mise en place d'une industrie de transformation, qui nous permette, à ce niveau-là d'avoir une plus-value à la hauteur de la sueur de nos paysans. Cela est très important pour moi. Donc, je crois

que dans le domaine de l'agriculture, il y a encore des gains de productivité, il y a des plus-values à assurer. Et cela sera dans ...Il ya également aussi une belle diversification agricole, dans laquelle, l'anacarde, le sésame, le soja et tout ça, c'est vraiment une bonne tendance, une bonne tendance. Et je vois que d'année en année, notre monde rural acquiert de l'expérience avec des foires, avec des échanges inter paysans, ils font beaucoup de progrès. Donc, je pense que, c'est un domaine...Il y a aussi, que étions en retard dans la mécanisation agricole. Je crois que cela aussi est en train d'être rattrapés. Pas encore suffisamment. 1500 tracteurs, ce n'est pas encore tout à fait le plein et bien utilisés également.

ORTM : Est-ce que dans le domaine des intrants agricoles, il n'y a pas trop d'intervenants ? Parce qu'on dirait qu'il ya des gens qui ne sont pas spécialisés et ça fait des déperditions ?

IBK : Encore une très, très bonne question. Absolument, absolument ! Voilà, c'est là que les familles des grands frères interviennent. On capte les marchés que on sait rémunérateurs, mais dont on n'a pas les compétences et dont on n'a pas non plus la logistique nécessaire ; mais comme, c'est juste un faire-valoir, une sorte de go-between. En tout cas, on fait passer à quelqu'un d'autre. Ce sont des pratiques qui sont en passe d'être mises au banc. En tout cas certains cas ont été décelés, auxquelles fin a été mise. Ça c'est clair. On va continuer à élaguer, on va continuer à assainir ce secteur-là. Et on sait également, je ne suis pas aussi naïf à ce point-là, que la subvention du monde agricole n'est pas entièrement investie dans le monde agricole malien. Et il y a des produits subventionnés qui passent les frontières. Ça aussi, on le sait. Donc, ne croyez pas que l'on soit dans une tour d'ivoire ici. D'ailleurs, une de vos consœurs a dit que Ibrahim Boubacar Keita est installé dans un beau palais à Koulouba, et il n'est pas au courant de ce qui se passent au Mali. Non madame, cette dame-là, je ne dirai pas le nom, je ne vis pas à Koulouba. Je vous reçois ici à Koulouba, Vous me l'avez imposé. Mes bureaux sont à côté, mais je ne vis pas à Koulouba, je suis en bas. Et je sais très bien ce qui se passe dans le Mali profond, très, très bien ce qui se passe dans le Mali profond. Vous avez parfaitement raison aujourd'hui qu'il y a un problème d'assainissement du secteur des

intrants agricoles. Et cela sera fait. Je compte beaucoup sur le ministre de l'agriculture, qui est du domaine, il est en terrain connu et il fera le nécessaire. Il sera accompagné.

ORTM : Vous avez parlé du coton, la transformation, il y a certaines statistiques qui disent que par exemple si on arrivait à transformer 10 à 12 % simplement sur place, cela va générer des milliards dans l'économie nationale.

IBK : C'est clair. Quand j'ai parlé de plus-value, c'est de cela que je parlais. Et non seulement de gain au plan monétaire, mais également en termes d'emploi. Et c'est pour ça que nous y tenons beaucoup. La création des usines textiles au Mali, on peut le faire et on va le faire. Et puisque rien ne sert de dire que je suis le premier...j'aime pas beaucoup ça. Bon, mais si nous arrivons vraiment à avoir dans les années à venir quelques 4 à 5 unités de transformation, ça va déjà beaucoup impacter la visibilité dans ce domaine-là. Puisqu'aujourd'hui, le coton est vraiment perçu comme un produit purement d'exportation. Mais non, parce que il faut que au-dedans, on sente que le Mali c'est un pays de coton et que il peut jouir de ce coton. Et je crois que cela d'intérêt avéré pour la jeunesse et pour l'ensemble du monde rural.

ORTM : Pour terminer cet entretien, monsieur le président, on peut dire que durant les 12 derniers mois, les domaines de la culture et des sports vous ont procuré beaucoup de joie

IBK : Ah vous avez su garder la cerise sur le gâteau. Quel bonheur ce 29 Août ! Ah ce 29 Août, on était à Tokyo, j'étais un peu fier dans ce palais impérial du Japon, quand j'ai appris l'élection à l'unanimité de mon jeune frère Hamane Niang à la tête de la FIBA. Je crois que c'est la première élection d'un malien à ce genre de sommet mondial du sport. ...

IBK : Tout à fait. Qui est venu avec un plaidoyer pour le mot pour m'engager à construire une aréna ici pour les basketteurs maliens. Bon, je pense que ce sont des choses qui sont souvent prises en compte par le chef du gouvernement. Et je peux dire, dans le cours de mon voyage, certains de nos interlocuteurs ont pris très, très bonne note. Je n'en dirais pas plus. Et donc, le football également, et oui, moi, jele bonheur qui est mien également de voir que le monde du football s'est retrouvé, s'est ressaisi. Je voudrais saluer avec beaucoup d'amitié, mon ancien collaborateur, mon jeune frère Bavieux ... je sais toutes les qualités, pour le féliciter pour son élection, mais également saluer Salah Baby pour son faire Play. J'ai beaucoup apprécié. Je souhaite que ce soit le signal d'un nouveau départ pour le football malien. Qui mérite cela. Les jeunes maliens tellement talentueux, méritent d'avoir un socle sur lequel ils doivent pouvoir évoluer en toute sérénité, en toute confiance, rassurés que les aînés sont là pour les porter sur les toits du monde. Donc, là cette décision de cette fédération du Mali qui s'est retrouvée requinquée m'a fait beaucoup de bonheur. Donc, je pense que dans ce monde du sport, en tout cas, Alhamdoulillah. Dans les temps qui viennent, nous ferons en sorte que le monde du sport n'ait pas à le regretter aussi.

ORTM : Et dans le domaine de la culture, vous êtes champion d'Afrique

IBK : Bon, moi, je n'aime pas beaucoup ça Salif. Je n'aime pas beaucoup champion. Mais mes collègues m'ont dit, mais on n'a pas de docteur, mais on a un champion de l'économie et toi, t'es le champion de la culture. Et Kagamé qui m'a proposé, dont j'ai soupçonné l'amitié, pour avoir été à la base de cette affaire-là. Il m'a dit que non, c'est vrai il y a ça, Ibrahim, au-delà de ta personne, mais, il y a le pays. Surtout c'est le Mali, le Mali s'impose à nous tous sur le plan de la culture et du pa-

trimoine. Ce qui est un fait, pourquoi, je l'ai accepté de bien bonne grâce. Et puis j'ai souhaité qu'il y ait beaucoup d'intellectuels africains autour de nous pour porter ce projet-là. Ce n'est pas un projet malien, c'est un projet panafricain. Je crois des noms qui font honneur aujourd'hui, à l'intelligentsia africaine se sont mobilisés pour accompagner. Nous avons une première manifestation à Luanda, tiens le temps file tellement et le président Joao m'a rappelé dès mon arrivée à Yokohama au moment des photos officielles, peut-être pour que je n'oublie ou que je ne me dérobe, il dit « ha, c'est toi le champion de la culture, il faut que tu sois là à Luanda, pour le forum que nous allons ouvrir là-bas avec l'UNESCO ». Bon, donc, je pense que nous avons beaucoup à donner à l'Afrique en termes de culture et d'art. C'est pour ça que j'ai le souci, je souhaite que nous ayons un lieu qui signifie l'art et la culture au Mali, dans les meilleurs délais. Et là également il y a des projets en cours. Ce n'est pas quand-même normal que le «pays qui est champion de la culture et de l'art et du patrimoine» n'ait pas un seul lieu dédié à l'art et à la culture. Ce n'est pas normal. Donc, un grand théâtre n'est pas superflu au Mali. On verra bien. In Cha Allah !

ORTM : Monsieur le président, je vous remercie pour nous avoir ouvert les portes du palais pour cet entretien exclusif et à bâtons rompus. Et on sait qu'au Mali, il ya des difficultés mais il ya des points positifs qui sont là et si vous le permettez, nous allons nous quitter avec cette pensée de Henry Ford qui disait que « lorsque tout semble contre vous, souvenez-vous que l'avion décolle face au vent et non avec lui. » Mesdames et messieurs, je vous remercie et passez d'excellents moments en compagnie des programmes de l'ORTM.

IBK : Rires





Bélier (21 mars - 19 avril)

Entreprenant et motivé, vous aurez toutes les chances de réussir dans votre job. Vous irez de l'avant, prêt à vous impliquer à fond dans ce que vous ferez. S'il vous manque des éléments pour boucler un projet, vous serez tenace pour trouver une solution.

Rien ni personne ne vous fera dévier de votre idée, car vous serez persuadé qu'elle vous rapportera des euros. Vous aurez suffisamment les pieds sur terre pour ne pas vous lancer à l'aveuglette et vous prendrez des conseils pour atteindre votre but.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aimerez votre activité et vous serez même content de partir au travail. Parce que vous l'aurez préparée, cette journée se déroulera bien, et tout ce que vous entreprendrez sera rondement mené et très apprécié par ceux qui vous entoureront.

Jupiter pourrait vous mettre des bâtons dans les roues ou en plein dans le flou dans vos histoires d'argent. En fait, il n'y aura aucun souci particulier, en dehors des vôtres, que vous vous emploierez à cultiver négativement. Réfléchissez de main.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'activité professionnelle continue d'être importante. Vous menez plusieurs tâches à la fois et elles pourraient vous épuiser cérébralement. Dans votre service, il peut manquer du monde. La productivité est en baisse et l'ambiance est électrique.

Gare aux dépenses inutiles. L'argent part aussitôt qu'il entre. Pour garder un budget stable, essayez de ne pas craquer dans les sorties. Vos amis pourraient être la cause de dépenses qui tombent mal. Des concessions sont à faire pour maintenir la stabilité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La configuration planétaire Soleil-Mars vous obligera à défendre votre gagne-pain ! Vous ne vous contenterez pas uniquement de remplir vos tâches habituelles. Vous demanderez directement à votre directeur un poste plus en phase avec vos compétences.

Votre partenaire aura tendance à faire chauffer la carte bleue du couple. Sans faire la morale ou donner des leçons, vous lui direz tout de même de faire extrêmement attention. En effet, il ne faudrait pas que cela devienne une habitude ! Surtout pas...



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous retrouverez un bon état d'esprit et, avec lui, la volonté nécessaire pour vous engager dans les entreprises qui vous tiendront à coeur et qui seront prioritaires. De très bonnes intuitions vous guideront, que vous aurez intérêt à mettre en pratique.

Vous traverserez une période de turbulence sur le plan financier. Méfiez-vous des promesses non tenues et des abus de confiance. Ouvrez l'oeil si l'on cherche à vous vendre une occasion en or de faire du profit et voyez à qui vous aurez affaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre planète de secours sera Mars. Vous puiserez votre force dans sa nature combative. Vous serez sur le point de craquer. Ce ne sera pas tant un emploi surchargé que le fait de devoir tout gérer qui vous énervera. Il ne faudra plus rien vous demander.

Il n'est pas dans vos habitudes d'élever la voix pour défendre vos intérêts, préférant en référer à la justice. Mercure vous convaincra de taper du poing sur la table. Votre image en pâtira peut-être, mais votre portefeuille aura beaucoup à y gagner.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ruminez, car l'ambiance vous agace. De la déception survient dans votre vie professionnelle. Vous êtes peu visible et les collègues évoluent sans vous. Ce climat met le feu aux poudres. Évitez de dire vos états d'âme. De la frustration est inévitable.

Si vous faites du shopping, fixez-vous des limites. Des coups de coeur sont différés. Vous réalisez manquer de moyens pour conjuguer les loisirs et les charges. Un peu de frustration est à venir. Laissez passer la journée avant de faire un achat onéreux.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Porté par un réseau efficace, vous travaillerez et avancerez de manière sereine. Défendre un projet ou conduire une mission difficile ne vous fera pas peur. En assumant vos charges et vos devoirs, ami Scorpion, vous accumulerez les compliments.

Si dans un premier temps, vous ne réaliserez pas de réelles économies, vous dépenserez votre argent plus intelligemment. Placements boursiers, création d'entreprise, cette journée sera cruciale pour prendre ou signer un engagement financier...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous serez très consciencieux et votre perfectionnisme sera apprécié, pourvu que vous n'imposiez pas votre rythme et vos méthodes personnelles à tout le monde. Vous devrez tenir compte que chaque personne sera différente dans sa méthode de travail.

Vous aurez des ambitions financières que vous ne reniez pas. Au contraire, vous assumerez pleinement que l'argent sera loin d'être un sujet tabou. Pour preuve, vous vous démènerez pour en gagner, sans rechigner pour effectuer des heures supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous ne manquerez pas d'esprit d'entreprise, même si parfois Saturne vous donnera du fil à retordre dans votre secteur d'activité. Quelques réussites pourraient parsemer votre route professionnelle, non grâce à la chance, mais par votre travail acharné.

Sur le plan comptable, vous manquerez d'esprit d'initiative. Au pied du mur, il deviendra urgent de trouver une porte de sortie, mais Jupiter ne vous rendra pas la tâche facile. Lancez-vous un défi en frappant à la porte d'un interlocuteur financier.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une nouvelle activité professionnelle vous tente. Des démarches sont amorcées pour décrocher un poste en affinités avec vos compétences. Uranus votre planète, vous donne envie de changer d'air. Quitter l'entreprise pour une nouvelle est une situation possible.

Essayez de garder votre trésorerie. Gare aux imprévus qui mangent une partie du budget. Si vous faites des achats, comparez les tarifs et ne tombez pas sur le premier article. Des coups de coeur restent probables. Ils peuvent être regrettés par la suite.



Poisson (19 février - 21 mars)

Porté par les bons auspices de Vénus, vous mettez votre talent au service de votre employeur, mais aussi à celui de votre créativité, et de votre réputation. Ami Poissons, pour reprendre un célèbre terme du cinéma, vous serez bancable ! En ce début de mois, vous allez vous assurer que les vases resteront communicants entre vos recettes et vos dépenses, histoire de vivre un mois sans soucis financiers... Votre partenaire vous fera une remarque : pour acheter plus, il faut gagner plus !

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous